



UNIVERSITE GASTON BERGER

L'excellence au service du développement

UFR des Lettres et Sciences humaines

Département de sociologie

Programme de Licence 3

Parcours : Développement

Étude de cas

ENTREPRENARIAT FÉMININ ET EMPOWERMENT

**Mesurer et expliquer le degré d'empowerment des
femmes entrepreneures de la commune de Gandiol**

Présentée par

RAMATOULAYE DABO

Sous la direction de

EL HADJ TOURÉ, PH.D.

ANNÉE ACADÉMIQUE 2021-2022

Résumé

La présente étude traite la question centrale de recherche à savoir : Les activités et ressources de promotion de l'entrepreneuriat favorisent-elles l'empowerment des femmes ou sont-elles un simple mécanisme économique participant à la reproduction des rapports sociaux de genre ? Il est important de documenter l'empowerment des femmes entrepreneures de façon à mieux saisir leur participation au développement local/communautaire et éventuellement les nouveaux rapports de genre qui résultent de leurs activités et ressources entrepreneuriales.

À cet effet, les données concernent les activités et ressources entrepreneuriales, la mesure précise du niveau d'empowerment socioéconomique et sociopolitique des femmes entrepreneures, et l'explication de la variation du niveau d'empowerment par des variables sociologiques. Pour obtenir ces données probantes, nous avons utilisé la méthodologie de recherche quantitative. L'enquête de terrain est menée à l'aide d'un sondage par questionnaire auprès de 40 entrepreneures de la commune de Gandiol, une zone de la vallée du fleuve Sénégal où les initiatives entrepreneuriales foisonnent malgré la présence d'importantes adversités économiques et environnementales. Les données quantitatives ainsi collectées ont fait l'objet d'une analyse statistique à l'aide de SPSS et l'usage de techniques comme les pourcentages, l'analyse de variance et la corrélation linéaire.

Les résultats indiquent un niveau d'empowerment socioéconomique des femmes entrepreneures élevé, et un niveau d'empowerment sociopolitique assez faible à modéré, mais aussi la disposition de ressources habilitantes (formation et appui) sans ressources économiques conséquentes (financement, stage). Ensuite, la différence de salaire, le statut et le type d'entrepreneuriat sont associés à l'empowerment socioéconomique, alors que la scolarité a un effet sur l'empowerment sociopolitique. Enfin, il existe une corrélation modérée entre l'empowerment socioéconomique et l'empowerment sociopolitique.

L'implication d'une telle étude, sur le plan théorique, suppose de reconnaître l'importance des mécanismes d'accès des femmes à l'entrepreneuriat et la centralité de leur rôle dans le processus de développement local/communautaire. Promouvoir l'empowerment socioéconomique et renforcer l'empowerment sociopolitique des femmes entrepreneures est nécessaire pour équilibrer ultimement les rapports sociaux de genre.

Mots-clés. Entrepreneuriat féminin, empowerment socioéconomique, empowerment sociopolitique, rapports sociaux de genre, activités entrepreneuriales.

Remerciements

Je ne saurais aborder la présente étude sans avoir au préalable exprimé ma profonde reconnaissance au bon Dieu, à mes parents et à ceux ou celles qui ont contribué à sa réalisation.

Qu'il me soit permis d'adresser nommément mes remerciements à l'endroit de mon encadreur **Professeur EL HADJ TOURÉ** avec qui, j'ai pris, grâce à ses cours de statistiques et d'informatique appliquées aux sciences sociales (IASS), un intérêt à m'engager dans la recherche quantitative et son apport, dans ma démarche méthodologique, a été précieux et ce dans un climat de franche collaboration.

Je remercie tous les professeurs du Département de sociologie.

Un grand merci à mon père **Souleymane DABO** à qui je dédie ce travail et à ma très chère mère **Sadio Camara DABO** ainsi qu'à toute ma famille.

Mes remerciements à mon ami et professeur d'histoire et de géographie au CEM de BANDJIKAKY, **Mr Ciré SALL** qui n'a ménagé aucun effort pour me faire bénéficier de son expérience et de ses conseils.

J'aimerais aussi remercier Madame **Absa NDIAYE** Coordinatrice de projet à l'ONG HAHATAY et à tout le personnel du centre culturel AMINATA. Sans oublier aussi **Salla Diagne** la vice-présidente de l'association des femmes (Calebasse) pour l'accueil chaleureux lors de mes journées de terrain.

Je ne pourrais terminer sans remercier : **Pape Modou DIAGNE** promotionnaire et ami de classe, habitant à Gandiol au village de Mouit qui a facilité mon intégration dans la commune ; **Fatou GNING** (Étudiante en licence 3 de sociologie) ; **Papa Guitté DIOP** ainsi que toute l'équipe encadrée par le Professeur **TOURÉ** et tous mes camarades de classe. À toutes mes voisines de chambre de la **9G2B** une famille unie et soudée à jamais, merci à vous mes chères copines. Enfin que chacun de ceux ou de celles qui ont contribué directement ou indirectement à la réalisation de ce travail scientifique, soit remercié.

Table des matières

Résumé.....	ii
Remerciements.....	iii
Table des matières	iv
Liste des illustrations	vi
Tableaux.....	vi
Figures	vi
Liste des sigles	vii
Introduction.....	1
PREMIÈRE PARTIE.....	3
CADRE THÉORIQUE & ANALYTIQUE.....	3
Chapitre 1. Problématique	4
1.1. Du thème au problème général de recherche	4
1.2. Revue de la littérature	6
1.3. Questions spécifiques de recherche	8
Chapitre 2. Hypothèses et objectifs	10
2.1. Formulation des hypothèses.....	10
2.2. Opérationnalisation des hypothèses : mesure des variables	11
2.3. Objectifs de recherche	13
DEUXIÈME PARTIE.....	14
CADRE MÉTHODOLOGIQUE & MONOGRAPHIQUE.....	14
Chapitre 3. Méthodologie	15

3.1. Stratégie de vérification	15
3.2. Collecte des données	16
3.3. Traitement et analyse des données.....	19
Chapitre 4. Monographie	22
4.1. Situation sociodémographique.....	22
4.2. Environnement et adaptation au changement climatique	24
4.3. Activités et structures d'appui de l'entrepreneuriat	25
TROISIÈME PARTIE	28
PRÉSENTATION & INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS	28
Chapitre 5. Résultats	29
5.1. Caractéristiques des femmes entrepreneures	29
5.2. La disposition des ressources politiques et économiques	31
5.3. Évaluation de l'empowerment sociopolitique et socioéconomique	32
5.4. Facteurs associés à l'empowerment sociopolitique et socioéconomique	35
Chapitre 6. Discussion	40
6.1. Rappel des principaux résultats	40
6.2. Discussion des résultats	41
6.2. La portée des résultats.....	44
6.3. Limites de l'étude	45
Conclusion	47
Références bibliographiques	50
Annexe : Questionnaire	52

Liste des illustrations

Tableaux

<i>Tableau 1. Des concepts aux indicateurs</i>	<i>12</i>
<i>Tableau 2. Profil démographique de Gandiol</i>	<i>23</i>
<i>Tableau 3. Répartition des répondants selon les activités entrepreneuriales</i>	<i>25</i>
<i>Tableau 4. Distribution de fréquences et pourcentages des variables d'identification sociologique</i>	<i>29</i>
<i>Tableau 5. Distribution des variables en lien avec les caractéristiques entrepreneuriales</i>	<i>30</i>
<i>Tableau 6. Synthèse des distributions des variables en lien avec l'empowerment sociopolitique</i>	<i>32</i>
<i>Tableau 7. Synthèse des distributions des variables en lien avec l'empowerment socioéconomique</i>	<i>34</i>
<i>Tableau 8. Comparaison des moyennes de groupes quant à l'indice d'empowerment sociopolitique</i>	<i>36</i>
<i>Tableau 9. Comparaison des moyennes de groupes quant à l'empowerment socioéconomique</i>	<i>38</i>

Figures

<i>Figure 1. Localisation de Ndiébène Gandiol</i>	<i>22</i>
<i>Figure 2. Photo du centre culturel Aminata de Gandiol</i>	<i>26</i>
<i>Figure 3. Peinture et dessin des tissus par les femmes de Nité Textile de Gandiol</i>	<i>26</i>
<i>Figure 4. Formation sur la création de serviettes hygiéniques à base de tissu par Absa Ndiaye</i>	<i>27</i>
<i>Figure 5. Répartition des pourcentages des variables en lien avec les ressources politiques et économiques</i>	<i>31</i>
<i>Figure 6. Corrélation entre l'empowerment sociopolitique et l'empowerment socioéconomique</i>	<i>39</i>

Liste des sigles

1. **ANSD** : Agence Nationale Statistique et Démographique
2. **DEDP** : Document d'Évolution de la Dette Publique
3. **DSRP** : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
4. **FCFA** : Francs des Colonies Françaises d'Afrique 5. **ODD** : Objectifs du Développement Durable
6. **OMD** : Objectifs du Millénaire pour le Développement
7. **PAS** : Plan d'Ajustement Structurel
8. **PDC** : Plan de Développement Communautaire
9. **PLN-NG** : Plan de développement Local de Ndiébène Gandiol
10. **PMA** : Pays Moins Avancés .
11. **PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement

Introduction

La mondialisation a accouché d'un marché économique international où règne une concurrence entre les différentes économies et une libre circulation des biens et services. Elle a contribué grandement à l'augmentation du fossé qui existe entre pays riches et sous-développés. Pour ne pas être laissés en rade, les pays sous-développés se voient confronter aux grands défis dont les solutions nécessitent des innovations tant du point de vue stratégique que structurel. L'analyse de cette situation a conduit à de nouvelles considérations des activités du secteur informel et entrepreneurial, notamment du rôle et de la place des femmes sénégalaises dans l'augmentation de la croissance économique. Ainsi, l'implication des femmes dans la croissance économique est devenue de plus en plus remarquable au sein de la population sénégalaise. Malgré la division sexuelle du travail qui a été une entrave à la promotion économique et sociale des femmes, celle-ci étant renforcée par les croyances et les tabous sociaux, le rôle et la participation des femmes au développement restent reconnus. Or, leur contribution à l'économie n'est ni quantifiée, ni valorisée au sein de la population. Par conséquent, la promotion de l'entrepreneuriat féminin devient l'un des principaux facteurs de l'autonomisation économique des femmes et la centralité du rôle de la femme dans la croissance économique s'affiche : elles représentent 32% de l'économie informelle et 20% du secteur formel (Rapport PNUD, 2019). Les femmes constituent donc un levier socioéconomique non négligeable.

Les études sur ce phénomène contribueront à une meilleure compréhension de l'entrepreneuriat et à la connaissance du statut de la femme dans le développement communautaire. Des recherches sont donc nécessaires pour investiguer la relation entre l'entrepreneuriat féminin et l'empowerment des femmes.

La présente étude de cas vise à investiguer la relation entre l'entrepreneuriat féminin et l'empowerment des femmes de la commune de Gandiol, l'enjeu étant de savoir si l'entrepreneuriat féminin contribue à renforcer l'empowerment des femmes ou s'il apparaît comme un simple mécanisme participant à la reproduction des rapports sociaux de genre. Pour atteindre ce but, il nous paraît important d'identifier les mécanismes de promotion de l'empowerment des femmes en termes d'activités et de ressources, de décrire, mesurer

précisément le niveau d'empowerment socioéconomique et sociopolitique des femmes entrepreneures, et d'expliquer la variation dans le niveau d'empowerment en impliquant notamment des variables sociologiques. La méthodologie quantitative s'avère adéquate à cet effet. Un sondage par questionnaire est utilisé pour collecter des données extensives auprès de 40 femmes entrepreneures. L'analyse statistique des données quantitatives a permis surtout de mesurer les conséquences directes de l'entrepreneuriat sur l'empowerment des femmes de la commune de Gandiol, tout en déterminant les facteurs explicatifs des différences constatées. Le choix de cette commune de la vallée du fleuve se justifie par sa particularité que lui confère sa position géographique.

Notre étude est organisée au tour de trois (3) grandes parties réparties en six (6) chapitres. La première partie discute de la problématique de l'entrepreneuriat et de l'empowerment (chapitre 1) et présente le cadre analytique sous forme d'hypothèses et d'objectifs de recherche (chapitre 2). Dans la deuxième partie, il est question de l'exposé du cadre méthodologique (chapitre 3) et monographique de l'étude (chapitre 4). La troisième partie présente les résultats de l'analyse statistique des données du sondage par questionnaire (chapitre 5) et les discute au regard de la littérature scientifique sur les apports socioéconomiques de l'entrepreneuriat et les rapports sociaux de genre (chapitre 6). En conclusion, les principales découvertes de l'étude sont soulignées et les perspectives de recherche mises en évidence.

PREMIÈRE PARTIE
CADRE THÉORIQUE & ANALYTIQUE

Chapitre 1. Problématique

Ce premier chapitre de notre étude de cas se consacrera à la recension d'un ensemble de questions qui s'appliquent à l'entrepreneuriat féminin afin de rendre compréhensible son contexte. Ce faisant, la revue de la littérature permettra de recenser les écrits et de synthétiser les informations pour formaliser une réflexion plus globale sur le rôle de l'entrepreneuriat en matière d'empowerment des femmes.

1.1. Du thème au problème général de recherche

L'entrepreneuriat féminin est devenu de plus en plus fréquent au sein de la population sénégalaise. Depuis l'accession à l'indépendance en 1960, la majeure partie des pays africains était dans une optique de développement qui a été et continue d'être au centre des politiques publiques. Ainsi, le Sénégal classé parmi les pays très endettés a déjà entrepris plusieurs Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) de son économie ayant abouti en janvier 1994, à la dévaluation de sa monnaie (FCFA). Cette dévaluation a entraîné une chute de l'économie sénégalaise avec la croissance continue des déficits des finances publiques et de la balance des paiements. Cependant, les performances macro-économiques enregistrées, notamment à la fin des années 1990, n'ont pas contribué à améliorer les conditions de vie des populations et à réduire la pauvreté. Au niveau national, la grande majorité des populations en situation de pauvreté représente 67,9% d'après la Banque Mondiale. Plus de 58% des femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté (Rapport PNUD, 2001). Ces données montrent que les femmes demeurent les couches sociales les plus touchées par cette pauvreté, du fait qu'elles ont moins bénéficié par rapport aux hommes, des projets de développement ainsi que de l'aide octroyée par les organismes internationaux.

Le Sénégal a été admis en 2001 dans la catégorie des pays les moins avancés (PMA). Le poids de la dette constitue un handicap majeur à une allocation efficiente des ressources publiques en faveur des secteurs sociaux et conduit à la réduction des capacités de redistribution de l'État et au ralentissement du développement des infrastructures sociales. Le poids de la dette a représenté 86,2% du PIB en 1994, 80,1% en 1996 et 71,3% en 2000 (Rapport DSRP, 2000 à 2021). La prédominance de la pauvreté demeure ainsi très élevée : le pourcentage de personnes ayant un niveau de consommation inférieur au seuil de pauvreté

(fixé à 2400 calories par équivalent adulte et par jour) est de l'ordre de 50% en ville, 65% en campagne, soit 57% en moyenne sur l'ensemble du territoire selon la BM (Janvier 2004).

C'est alors dans ce contexte que le Sénégal a élaboré et mis en œuvre un Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) couvrant la période 2000-2005 avec l'arrivée au pouvoir du Président Abdoulaye Wade, principal initiateur de l'alternance politique intervenue le 19 mars 2000. La stratégie de réduction de la pauvreté tient en compte les différents profils de pauvreté et s'articule autour de quatre (4) axes majeurs à savoir : la création de richesse, le renforcement des capacités et la promotion des services sociaux de base, l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables et une approche participative de mise en œuvre et de suivi évaluation (Rapport DSRP, 2002). Cette initiative visait à réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015 et à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui seront remplacés en 2015 par les ODD (Objectifs de Développement Durable) en prenant en compte le lien étroit entre la réduction de la pauvreté, le progrès économique, l'équité du genre, le renforcement des capacités et la bonne gouvernance. En effet, l'engagement et la volonté politique du Président Abdoulaye Wade, notamment dans l'intégration africaine et la promotion de la femme sont connus de tous et lui ont valu les surnoms de panafricaniste et d'avocat des femmes. L'analyse de toutes ces situations a conduit à une nouvelle considération du rôle et de la place de la femme sénégalaise dans la croissance économique. Il en résulte l'émergence et le développement de l'entrepreneuriat féminin au Sénégal dans le milieu urbain d'abord et dans les localités rurales ensuite.

Malgré que dans nos sociétés traditionnelles la fonction centrale de la femme soit associée à la prise en charge des travaux domestiques, l'ère de l'entrepreneuriat féminin émerge de plus en plus. Elles sont souvent des femmes au foyer soumises par le pouvoir religieux. C'est la raison pour laquelle elles n'ont souvent pas le droit de gagner leur vie. Ce qui explique de part et d'autre le fait qu'elles soient marginalisées dans le développement économique et l'absence de données probantes montrant la centralité des femmes dans le développement de leur localité. Cependant force est de constater leur forte implication dans les activités entrepreneuriales. Dès lors, il est question de savoir quel est le rôle que jouent les femmes entrepreneures dans le processus de développement économique et social ?

1.2. Revue de la littérature

La revue de la littérature scientifique porte essentiellement sur le rôle de l'entrepreneuriat féminin en matière de développement. D'emblée, ce concept d'entrepreneuriat demeure faiblement théorisé et délimité. Il prend un sens pluriel selon les chercheurs. En Afrique, il est associé à toutes les activités génératrices de revenus que les individus pratiquent pour assurer leur subsistance et survie. Dès lors, toutes les femmes qui s'activent dans le milieu informel peuvent être considérées comme des entrepreneures.

En réalité, la quasi-totalité des chercheurs de l'économie et du développement durable se sont intéressés à l'entrepreneuriat féminin en comparant la situation des femmes à celle des hommes (Carrier, Julien, Menvielle, 2006). Ce phénomène se définit, pour certains, par sa fonction innovatrice : « C'est l'introduction de nouveaux produits ou services, ou l'implantation de nouvelles méthodes de production, ou la quête de nouveaux marchés, ou le recours à de nouvelles sources de matières, ou la création de nouvelles entreprises » (Schumpeter, 1934, p. 99). D'autres désignent sous ce terme des initiatives qui ne visent pas le profit, mais plutôt la création de valeur sociale (Dacin et Matear, 2010). Pour d'autres encore, le terme renvoie aussi à des valeurs économiques et sociales (Choi et Majumdar, 2014).

Par ailleurs, D'Amour (1982, p.315), définit l'entrepreneuriat comme étant l'appropriation et la gestion de ressources humaines et matérielles dans le but de créer, d'implanter des solutions permettant de répondre aux besoins des individus. Fortin (1992, p.102) mentionne que « l'entrepreneuriat se réfère à une mentalité, à une attitude qui pousse l'individu seul ou associé, à démarrer une nouvelle affaire et prendre les moyens pour réaliser un désir ou un rêve, tout en assumant les risques de l'aventure ».

Le concept fait donc l'objet de nombreuses définitions différentes selon les auteurs, leurs disciplines d'appartenance et les objectifs qu'ils poursuivent. Cependant, il nous est possible de voir que malgré leurs diversités, toutes les définitions sont complémentaires et ont une dimension commune : la mise en place d'une nouvelle solution, d'une nouvelle stratégie, d'une nouvelle entreprise. Précisons que le terme « entrepreneures » désigne ici des femmes qui dirigent des entreprises associatives. Elles peuvent évoluer dans l'économie

informelle et dans l'économie sociale et solidaire. L'entrepreneuriat au sens où nous l'appréhendons ici signifie la création de petites et moyennes entreprises.

On distingue alors trois (3) types d'entrepreneurs selon La Voie (1984) :

- l'entrepreneure parrainée, c'est à dire celle qui est conseillée dès le début par un parrain, une marraine en la personne d'un parent, banquier, etc., qui aide à entrer dans son secteur d'activité.
- l'entrepreneure jeune et salariée, vue comme une jeune diplômée ayant acquise des connaissances précises en gestion ou dans un autre domaine.
- l'entrepreneure sociale qui pour fuir la solitude se lance en affaires, les motifs économiques sont bien peu importants pour elle. L'entrepreneuriat féminin est une notion de plus en plus reconnue. Dans ses divers caractères, nous retrouvons son aspect économique, social et même culturel.

La recension des écrits met aussi en exergue l'impact de l'entrepreneuriat féminin dans l'empowerment des femmes. Ainsi, pour les auteurs comme Serge (2018), Hirigoyen (2007) et Wane (2009), l'entrepreneuriat féminin est au cœur de l'autonomisation économique des femmes. Pour certains comme Faye et N'guettia (2021), l'entrepreneuriat est un moyen de promotion de l'égalité de genre. L'entrepreneuriat favorise l'insertion des femmes dans les sphères politiques et leur participation au développement d'un pays. Telle est la thèse défendue par Ziguélé (2012).

Le secteur des petites et moyennes entreprises joue un rôle prépondérant en termes de promotion de l'emploi et de croissance et permet ainsi aux femmes de participer au développement économique. Car nombreuses sont les femmes qui, à défaut de trouver d'autres opportunités d'emploi, travaillent dans des petites et moyennes entreprises pour gagner leur vie. Néanmoins, dans les familles les plus pauvres, une double source de revenus (celle de l'homme et celle de la femme) est une nécessité pour subvenir aux besoins primaires : nourriture, scolarisation, santé, etc. Dans les ménages dirigés par les femmes, la nécessité de trouver ou de se créer un emploi s'impose pour subvenir aux besoins de la famille. Par conséquent, la promotion de l'entrepreneuriat féminin devient l'un des principaux facteurs de l'autonomisation économique des femmes et la centralité du rôle de la femme dans la

croissance économique s'affiche : elles représentent 32% de l'économie informelle et 20% du secteur formel (Rapport PNUD, 2019) Les femmes constituent donc un levier socioéconomique non négligeable.

Le recensement des écrits montre que les facteurs qui sous-tendent l'émergence de l'entrepreneuriat féminin sont d'ordre économique et social. Mais force est de constater que l'entrepreneuriat féminin se développe aussi sur la base de l'idéologie traditionnelle, religieuse et culturelle. C'est ce que Gning (2019) traduit par l'articulation entre genre et religion sous le prisme des parcours professionnels des entrepreneures au Sénégal. Ce que l'on sait jusque-là n'est que la contribution sur le plan économique et social de l'entrepreneuriat féminin dans le processus de développement d'un pays ou d'une localité.

1.3. Questions spécifiques de recherche

Quoi que vaste, la littérature scientifique sur le rôle de l'entrepreneuriat en matière de développement est partielle. Non seulement, la contribution des femmes est négligée, mais il n'y a pas de recherches scientifiques rigoureuses mobilisées pour montrer la centralité des femmes entrepreneures dans le développement des localités sénégalaises. Pourtant, l'on assiste à l'ère des entrepreneures, notamment dans le Gandiol qui est historiquement un territoire du Sénégal situé sur la Grande Côte, un peu au sud de Saint-Louis. Le Gandiol est devenu depuis 2014, avec l'adoption de l'acte 3 de la décentralisation, une commune à part entière. Les femmes s'y entreprennent plusieurs activités (maraîchage, tourisme, pêche, commerce) avec des finalités qui méritent d'être documentées. Selon l'enquête sur les femmes (PLD-NG, 2020), elles représentent 55% de la population gandiolaïse ; les femmes forment 32% de la population active, car faiblement instruites et leur taux d'analphabétisme est de 53% alors qu'elles supportent 90% des charges domestiques. Il est donc nécessaire de mettre en avant dans cette étude de cas, l'indispensabilité des femmes dans toutes les politiques de développement. Sachant que le développement de l'entrepreneuriat féminin n'est pas seulement motivé par la recherche d'une économie autrement dit par un but lucratif, mais plutôt par la poursuite d'une autonomisation, d'une égalité de genre et d'une stabilité mentale. Mais constatant que les informations fournies par la littérature sur ces aspects sociopolitiques sont lacunaires, on en déduit que la seule méthode efficace est de chercher à savoir comment l'entrepreneuriat féminin est soutenu dans des localités comme celle de

Gandiol, alors que des évidences sont nécessaires pour documenter son rôle en matière de renforcement de l'empowerment des femmes.

Ce problème spécifique de recherche peut être traduit sous forme de questionnement : *Les activités et ressources de promotion de l'entrepreneuriat féminin contribuent-elles à renforcer l'empowerment (autonomisation) des femmes ou au contraire sont-elles un simple mécanisme économique participant de la reproduction des rapports sociaux de genre ?* Telle est la question spécifique qui guide la présente étude de cas. Plus précisément, quelles sont les activités et ressources déployées en matière de renforcement des capacités des femmes et de création d'entreprises dans les différents secteurs porteurs de développement à Gandiol ? Comment se caractérise le profil sociologique des femmes entrepreneures ? Quelles sont les changements observés sur le revenu et les conditions de vie des femmes entrepreneures (empowerment socioéconomique)? Qu'est-ce qui a changé dans le statut social et politique des femmes, notamment dans leur rapport aux hommes (empowerment sociopolitique) ? Comment mesurer précisément et expliquer le niveau d'empowerment des femmes entrepreneures?

La réponse à la question centrale et aux sous-questions spécifiques permettra de mieux comprendre le rôle et la centralité de la femme dans le processus de développement local de Gandiol.

Chapitre 2. Hypothèses et objectifs

Dans ce chapitre, il s'agira de définir le cadre qui nous permettra d'analyser le phénomène étudié tout en précisant les limites d'une telle analyse. L'enjeu est d'énoncer les objectifs de la recherche et de préciser les hypothèses à vérifier. Précisément, c'est le cadre d'analyse de notre étude de cas. Les objectifs et hypothèses énoncés dans ce chapitre sont déjà présents dans la problématique sous forme de questions, mais ils seront clairement énoncés ici. Les hypothèses fournissent le cadre qui guidera l'analyse empirique, puisqu'elles définissent le champ des variables à décrire et/ou à relier.

2.1. Formulation des hypothèses

L'hypothèse générale de recherche est que l'entrepreneuriat a contribué à renforcer l'empowerment des femmes et qu'il constitue plus qu'un mécanisme économique du fait des changements qu'il introduits dans les rapports sociaux de genre. En effet, les femmes entrepreneures ne sont plus sous la domination masculine.

Pour rendre davantage opératoire l'hypothèse de recherche, il est important de formuler des hypothèses particulières, lesquelles répondent aux sous-questions spécifiques de recherche formulées dans la problématique.

- Ayant un niveau de scolarisation assez important, les femmes entrepreneures disposent de ressources politiques et économiques conséquentes qui les habilitent à mener leurs activités entrepreneuriales.
- Les femmes entrepreneures ont un niveau d'empowerment socioéconomique important dû à leur indépendance économique par rapport aux hommes. L'empowerment socioéconomique est observable, par exemple à travers leur contribution financière, l'acquisition de patrimoine, ainsi que l'amélioration de leurs conditions de vie par rapport aux hommes ou à d'autres femmes.
- Les femmes entrepreneures ont un niveau d'empowerment sociopolitique important dû à leur pouvoir économique. L'empowerment sociopolitique est observable, par exemple à travers la prise de décision, l'occupation de postes politiques et la connaissance de leurs droits.

- Les femmes entrepreneures qui disposent de ressources avantageuses (scolarité, revenu, type d'activités, statut de l'initiative entrepreneuriale, etc.) sont plus susceptibles de créer des initiatives réussies et de renforcer leur niveau d'empowerment.

Si les résultats de la recherche vont dans le sens des hypothèses particulières alors nous pourrions confirmer l'hypothèse générale. Sinon, il faudra l'infirmier ou la nuancer. Quoi qu'il en soit, il est important d'opérationnaliser les concepts sous-jacents.

2.2. Opérationnalisation des hypothèses : mesure des variables

Pour mieux mesurer l'empowerment des femmes, ce concept est scindé en deux dimensions : sociopolitique et socioéconomique. L'empowerment sociopolitique est mesuré à l'aide de six indicateurs. Un indice composite amalgamant ces indicateurs est créé pour obtenir un aperçu du niveau d'empowerment sociopolitique. De la même manière, l'empowerment socioéconomique est mesuré à l'aide de huit indicateurs. Un indice composite amalgamant ces indicateurs est créé pour obtenir un aperçu du niveau d'empowerment socioéconomique. Aussi, pour caractériser les femmes entrepreneures selon leur profil sociologique, les variables d'identification sociologique sont fractionnées en deux dimensions : variables sociodémographiques et variables socioéconomiques. La dimension socioéconomique est mesurée à l'aide de cinq indicateurs. Et pour la dimension sociodémographique, les indicateurs de mesure sont au nombre de trois.

En outre, pour élargir les connaissances sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin, les dimensions telles que les ressources politiques et les ressources économiques sont mesurées à partir d'indicateurs. La dimension « ressources politiques » et la dimension « ressources économiques » sont mesurées à partir de deux indicateurs chacune. Le concept profil de l'entrepreneuriat est mesuré à travers la dimension activités liées à l'entrepreneuriat sur la base de six indicateurs.

Toutes ces opérations de mesure et d'opérationnalisation sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1. Des concepts aux indicateurs

Concepts	Dimensions	Indicateurs
Profil de l'entrepreneuriat	Activités liées à l'entrepreneuriat	<ul style="list-style-type: none"> -Statut (chefs d'entreprise, ou responsables d'organisations) -Type d'activité d'entrepreneuriat -Statut de l'initiative -Date de début de l'entrepreneuriat -Raison de l'initiative -Nombre de femmes impliquées dans l'initiative
Promotion de l'entrepreneuriat féminin	Ressources politiques	<ul style="list-style-type: none"> -Offre de formation et de stages aux femmes (participation) - Disponibilité des structures d'appui et de conseil (accès)
	Ressources économiques	<ul style="list-style-type: none"> -Accessibilité aux modalités de financement (bénéficiaire ou non) - Création d'emplois pour les femmes (bénéficiaire ou non)
Empowerment ou autonomisation des femmes	Sociopolitique	<ul style="list-style-type: none"> -Liberté à mener ses activités sans contraintes du conjoint -Niveau de répartition des tâches ménagères -diminution violence subie (physique ou psychologique) -connaissance et exercice des droits -Participation à la prise de décision dans le ménage lors de décisions importantes -occupation d'un poste politique ou autre
	Socioéconomique	<ul style="list-style-type: none"> -Chiffre d'affaires, si applicable -Différence de revenus avec le conjoint - Patrimoine détenu (biens et actifs) -Contribution financière dans le budget du ménage -Accès aux services sociaux (logement) -Contribution à l'éducation des enfants -Appréciation des conditions de vie par rapport à celles des autres femmes -Appréciation des conditions de vie par rapport à celles des hommes
Profil ou identification sociologique	Variables sociodémographiques	<ul style="list-style-type: none"> -Age -Statut civil -Nombre d'enfants dans la famille
	Variables socioéconomiques	<ul style="list-style-type: none"> -Scolarité du conjoint, si applicable -Scolarité personnelle -Revenu du conjoint, si applicable -Revenu personnel -Profession

2.3. Objectifs de recherche

L'objectif général de cette recherche est de cerner le rôle de l'entrepreneuriat féminin dans l'empowerment socioéconomique et sociopolitique des femmes de la commune de Gandiol.

Plus spécifiquement, la recherche vise à :

- Décrire le profil sociologique des femmes entrepreneures de la commune de Gandiol tout en décelant les mécanismes de promotion de l'entrepreneuriat féminin en termes d'activités et de ressources ;
- Mesurer à l'aide d'un indice, le niveau d'empowerment sociopolitique des femmes entrepreneures tout en révélant ce qui a changé sur ce plan ;
- Mesurer à l'aide d'un indice, le niveau d'empowerment socioéconomique des femmes entrepreneures tout en révélant ce qui a changé sur ce plan ;
- Déterminer les facteurs susceptibles d'expliquer la variation dans le niveau d'empowerment chez les femmes entrepreneures ;
- Corréler le niveau d'empowerment sociopolitique et le niveau d'empowerment socioéconomique.

DEUXIÈME PARTIE
CADRE MÉTHODOLOGIQUE &
MONOGRAPHIQUE

Chapitre 3. Méthodologie

Dans ce chapitre, il s'agira de décrire en détails comment les objectifs de notre recherche seront atteints. Ce chapitre consistera aussi à fournir des informations renseignant sur les méthodes utilisées pour obtenir les résultats dans le cadre de notre étude de cas.

3.1. Stratégie de vérification

Le but de cette recherche est de montrer comment l'entrepreneuriat féminin favorise l'empowerment sociopolitique et socioéconomique chez les femmes de la commune de Gandiol. Ce n'est pas tout, l'étude cherche aussi à montrer que les femmes qui disposent de ressources habilitantes sont plus susceptibles de renforcer leur empowerment.

Pour y parvenir, nous avons opté pour la méthode quantitative. Notre méthodologie consiste à mener une recherche quantitative. Le choix de cette stratégie de vérification est motivé par la recherche d'informations extensives permettant de vérifier, avec quantité, nos hypothèses de recherche. Il nous permettra dans un premier temps de collecter des données quantitatives sur les fréquences des pratiques entrepreneuriales des femmes afin de mesurer le degré de leur empowerment et dans un second temps de mettre en évidence les facteurs associés au degré d'empowerment en décelant des relations bivariées potentielles. À cet égard, la méthode quantitative apparaît comme la méthode la plus appropriée, notamment pour mesurer précisément et expliquer de façon convaincante le niveau d'empowerment des femmes entrepreneures.

Pour ce faire, une enquête de terrain est menée à l'aide d'un sondage par questionnaire. Le questionnaire et l'analyse elle-même portent précisément sur les femmes chefs d'entreprise ou responsables et/ou membres de groupements ou associations de femmes à Gandiol. Sont exclus de cet ensemble, toutes les femmes non entrepreneures et les hommes. À cet égard, nous nous sommes rapprochées des ONG (Organisations Non Gouvernementales) d'appui telles que HAHATAY et le CENTRE CULTUREL AMINATA de Gandiol comme sources premières d'information. Ces ONG encadrent et forment les femmes et les groupements de femmes entrepreneures. Elles nous fournissent les premières données exploratoires.

L'administration du questionnaire repose sur une unité d'échantillonnage double : les femmes chefs d'entreprises et les responsables et/ou membres de groupements de femmes. Pour interroger 40 femmes entrepreneures au total, nous avons utilisé la procédure d'échantillonnage par boule de neige. L'échantillonnage par boule de neige est une technique d'échantillonnage non probabiliste dans laquelle les sujets de l'étude recrutent d'autres sujets parmi leur entourage. Dans le cadre de notre étude, l'échantillonnage par boule de neige s'est effectué d'abord à travers une personne ressource. Cette personne ressource est la Présidente du groupement « Calabass bi ». Un amie habitant à Gandiol nous a guidé vers elle. Elle est la première interrogée et qui nous a guidé à son tour vers une autre personne. Ainsi à la fin de chaque interview avec une entrepreneure, cette dernière nous guide vers une autre qui sera la prochaine enquêtée. Jusqu'à ce que l'échantillon forme une boule de neige qui roule. Le questionnaire est administré par méthode de face à face. Autrement dit, nous avons posé les questions aux enquêtées et complété directement les fiches de questionnaire en fonction des choix de réponses obtenus.

3.2. Collecte des données

Notre étude de terrain s'est déroulée aux mois de juillet et d'octobre, plus précisément le 10 juillet et les 27, 28, et 29 Octobre 2022 dans la commune de Gandiol. Elle s'est déroulée en deux phases. Une première phase (au mois de juillet) qui consistait à une visite de terrain (histoire de connaître l'univers de travail) en compagnie d'un camarade de classe habitant dans la commune de Gandiol, et la rencontre de quelques femmes entrepreneures et des présidentes de groupements de femmes. La deuxième phase est celle de la collecte des données en tant que telle à l'aide des questionnaires conçus. Nos données sont des données primaires, nous les avons recueillies nous-même par la collecte par interview. Nous avons utilisé le questionnaire pour la collecte des données. Le choix de cet outil est dicté par la méthodologie de recherche: la méthode quantitative, pour laquelle le questionnaire est l'outil le plus approprié. Il permet de lister l'ensemble des questions pertinentes en rapport avec nos objectifs de recherche. Notre questionnaire a été confectionné à l'intention des entrepreneures en vue de recueillir des informations extensives sur les pratiques auxquelles elles se livrent et leur empowerment aussi bien socioéconomique que sociopolitique.

Nous nous contentons ici d'indiquer seulement les grandes lignes du questionnaire puisqu'il est entièrement reproduit dans l'annexe. Le questionnaire se présente comme un formulaire de questions réparties en six catégories de variables dont chacune représente une section.

Identification sociologique. Elle caractérise les répondants au sujet de leur âge, de leur situation matrimoniale et du nombre d'enfants dans leur famille. Ces caractéristiques sont utiles pour rendre compte des différences et des ressemblances entre des entrepreneures interrogées.

Identification socioéconomique. Il s'agit dans cette section aux entrepreneures d'indiquer leur niveau de scolarisation et celui de leur conjoint, de renseigner sur leur profession mais également leur revenu mensuel personnel et celui de leur conjoint.

Activités liées à l'entrepreneuriat. Cette section du questionnaire est le lieu pour les entrepreneures de parler de ce qu'elles font quotidiennement (pratiques des activités entrepreneuriales) et des rationalités qui sous-tendent leurs pratiques (raisons de leurs initiatives entrepreneuriales).

Ressources politiques et économiques. Il s'agit là de rendre compte chez les entrepreneures de la disposition des ressources économiques telles que le financement et des ressources politiques comme l'offre d'emploi, de stage et de formation.

Autonomisation sociopolitique. L'idée dans cette section est d'appréhender le degré de l'empowerment des femmes à travers la liberté de travailler, le niveau de répartition des tâches ménagères et la prise de décision dans le ménage.

Autonomisation socioéconomique. Quel est votre salaire personnel ? Quelle différence il y a-t-il entre votre salaire et celui de votre conjoint ? Quelle est votre contribution dans le budget du ménage ? Quel est votre degré de satisfaction concernant l'accès aux services sociaux tels que le logement et la santé ? Quelle est votre contribution à l'éducation des enfants ? Comment appréciez-vous vos conditions de vie par rapport à celles des autres femmes ? Comment appréciez-vous vos conditions de vie par rapport à celles des hommes ? Tels sont les sujets abordés ici. Ils font état de mesure du degré d'empowerment socioéconomique des femmes.

Il s'avère donc pertinent de questionner les entrepreneures sur ces variables au regard de notre problématique retenue et de nos hypothèses formulées. À cet effet, notre questionnaire est constitué de questions ouvertes (questions ouvertes de type numérique et questions ouvertes de type texte) et de questions fermées (questions dichotomiques, questions à choix multiple et des questions avec échelle d'attitude). Les questions dichotomiques permettent de répartir les entrepreneures interrogées sur la base de leurs réponses, en deux catégories distinctes. Elles sont au nombre de neuf. Tout comme les questions dichotomiques, les questions à choix multiple restreignent aussi les possibilités de réponses des répondants, mais présentent une multitude de réponses parmi lesquelles le répondant doit choisir. Par exemple, elles donnent à savoir si les femmes entrepreneures sont « tout à fait libre », « souvent libre » et « pas du tout libre » de mener leurs activités entrepreneuriales sans contraintes de leurs conjoints. Elles sont au nombre de 13. Les deux questions à échelle d'attitude permettent de mesurer le degré de satisfaction des entrepreneures à l'égard de l'accès aux services sociaux tels que la santé et le logement. Au nombre de 12 dont huit de type numérique et quatre de type texte, les questions ouvertes donnent la possibilité aux participants de justifier leur réponses aux questions fermées ou de préciser d'avantage leur point de vue mais aussi de donner des réponses chiffrées. Voici donc les types de questions qui structurent notre questionnaire qui est regroupé en différentes variables. Au total, nous avons posé une trentaine de questions aux répondants.

Néanmoins, nous avons rencontré des difficultés lors de cette collecte. Les difficultés rencontrées lors de la collecte des données sont, entre autres, le refus des enquêtées à répondre à certaines questions liées à l'identification socioéconomique telle que la question sur le revenu mensuel personnel et celui du conjoint. Beaucoup de nos enquêtées ont été réticentes face à ces questions. Nous avons pu contourner ceci en leur rappelant d'abord que le questionnaire est anonyme, ensuite en les rassurant et leur garantissant la confidentialité des réponses. Enfin une relation de confiance s'est installée entre nous après quelques échanges sur le milieu d'origine, l'ethnie d'appartenance. L'autre difficulté rencontrée est relative à la méconnaissance du milieu. En effet, nous ne maîtrisons pas entièrement toutes les zones, ce qui était un obstacle majeur. Ainsi grâce à une amie et promotionnaire habitant dans la commune précisément à Mouit, nous avons pu trouver une accompagnante qui nous a guidée le long de la collecte. Une dernière difficulté rencontrée lors de la collecte est liée à

la langue. Nous avons eu à interroger des femmes non instruites et nous étions dans l'obligation de leur traduire les questions dans leur langue maternelle (Wolof) et de les transcrire et traduire les réponses par la suite. Une des enquêtées a avancé des propos en wolof que nous ne maîtrisions pas. C'est à notre retour du terrain que nous avons cherché un traducteur pour ces mots.

3.3. Traitement et analyse des données

Après la collecte des données à l'aide du questionnaire, nous nous sommes retrouvées devant un tas de données diverses et disparates qu'il convient de traiter afin de les rendre analysable. Les données obtenues par le biais du questionnaire sont consignées dans le formulaire « questions réponses ». Le traitement prépare l'analyse proprement dite. Le traitement consiste à transformer les données pour les rendre plus intelligibles à l'analyse. Afin d'y parvenir, nous avons concrètement procédé à la construction d'une base de données à l'aide du logiciel SPSS 24 (Statistical Package for Social Sciences), un logiciel de traitement de données approprié aux sciences sociales. Le logiciel traduit les données en format SPSS, les transforme, et si demandé, exécute des opérations mathématiques et statistiques.

La quasi-totalité des questions dichotomiques étant « pré-codées », le codage des réponses correspondantes n'a suscité aucune difficulté. Il suffit d'entrer les scores dans l'éditeur de données du logiciel. Par exemple, à la question occupez-vous un poste politique ?, les réponses sont pré-codées de la façon suivante : 1-Oui ; 2- Non. La même procédure est faite pour les questions à choix multiple, mais dans ce cas le codage s'est fait à l'aide de chiffres allant du plus intense au moins intense, c'est-à-dire en respectant un certain ordre. Par exemple, à la question « Quel est votre degré de satisfaction concernant l'accès aux services sociaux tels que le logement ? », nous avons effectué le nombre 1 à la réponse « Très satisfaisant », 2 « plutôt satisfaisant », 3 « plutôt pas satisfaisant », 4 « Pas du tout satisfaisant ». Pour les variables nominales, la situation matrimoniale y compris, le codage a été faite de sorte de dichotomiser la variable : 1-Mariées ; 2-Non mariées. S'agissant des réponses aux questions ouvertes, nous avons seulement retenu les idées maîtresses, les catégoriser et traité le reste en fonction des catégories créées. À titre d'illustration, pour ce qui est de la question « Pouvez-vous nous dire les raisons de votre initiative ? », les réponses avancées ont été examinées et regroupées en 5 catégories codées suivant ce procédé : 1.

Avoir un métier, 2. Être indépendant et satisfaire mes besoins personnels, 3. Maintenir les biens familiaux, 4. Apporter un soutien financier à mon conjoint et 5. Promouvoir le développement local.

D'autres traitements ont été faits en recodant la variable initiale pour qu'elle soit adaptée à certaines analyses. Des catégories d'une même variable ont été réduites à certaines occasions. Ce sont des opérations de transformation que le logiciel facilite tout en conservant la variable initiale. C'est le cas de la question suivante : quelle profession vous identifie-t-elle ?, le codage s'est effectué en regroupant les catégories initiales 1. « Commerçante, coiffeuse, coutière et pâtissière », en isolant 2.femme de ménage et 3. Disciple.

Le traitement a aussi nécessité la création de variables composites, ou indices, regroupant des variables mesurant le niveau d'empowerment sociopolitique d'un côté, et le niveau d'empowerment socioéconomique de l'autre. Les variables indicatrices sont recodées de la même manière : 0/1 pour les variables dichotomiques, 0 à 1 en passant par 0,5 pour les variables trichotomiques, le score 1 traduisant toujours un plus haut degré d'empowerment et 0 une absence d'empowerment. Par exemple, l'indice d'empowerment sociopolitique est calculé sur la base de la somme de six variables : l'échelle varie donc théoriquement de 0 à 6. Alors que l'empowerment socioéconomique est calculé à l'aide de la somme de huit variables : l'échelle varie donc théoriquement de 0 à 8.

Une fois recodées, transformées et transférées, les résultats font l'objet d'une vérification en termes de cohérence et d'exactitude. Il s'agit concrètement de vérifier variable par variable. En procédant de cette façon, des erreurs de recodage et d'enregistrement ont été détectées plus précisément pour la variable composite empowerment sociopolitique. Il nous a donc fallu programmer un atelier sur Teams avec notre Professeur encadreur pour corriger cela. Nous avons effectivement réussi à rectifier les erreurs apparues lors des opérations de codage, de recodage et de calcul. Un fichier informatique est ressorti de ce réglage : c'est notre base de données validée. Après avoir procédé à la vérification, nous avons procédé à des mesures descriptives de manière à approfondir le traitement : les fréquences et pourcentages des variables. L'enjeu consiste à caractériser les entrepreneures, à cerner le degré de leur empowerment. Pour mesurer la tendance de l'indice d'empowerment sociopolitique et socioéconomique, des statistiques descriptives ont été calculées ; moyenne,

écart-type, minimum, maximum. Les données traitées sont représentées sous forme de tableaux à l'aide de Word 2013 et de figures via le logiciel Excel 2013 avant de subir une analyse plus poussée avec la version 24 du logiciel SPSS.

Par ailleurs, des tests d'ANOVA (tests F) ont été utilisés pour vérifier au sein de la population, si les différences entre les moyennes de groupes étaient significatives ou non. Cette mesure inférentielle est pratiquement utilisée pour approfondir l'analyse du tableau des moyennes mettant en relation une variable indépendante non dichotomique et une variable dépendante quantitative. Elle est utilisée pour comparer des groupes sociaux eu égard à l'indice moyen de l'empowerment, sociopolitique ou socioéconomique. Pour connaître la relation entre l'empowerment socioéconomique et sociopolitique des femmes, nous avons utilisé l'analyse de régression et de corrélation, qui permet d'approfondir l'analyse du diagramme de dispersion. La question demeure la suivante : l'empowerment sociopolitique dépend-t-il de l'empowerment socioéconomique ?

Effectués avec Excel, Word (pour les tableaux et graphes) et surtout SPSS (pour les analyses systématiques), le traitement et l'analyse des données quantitatives apportent des résultats précis et chiffrés sur l'empowerment des femmes via la pratique des activités entrepreneuriales. L'analyse décrit les caractéristiques des entrepreneures et leur statut entrepreneurial et met en exergue les facteurs associés à l'empowerment des femmes.

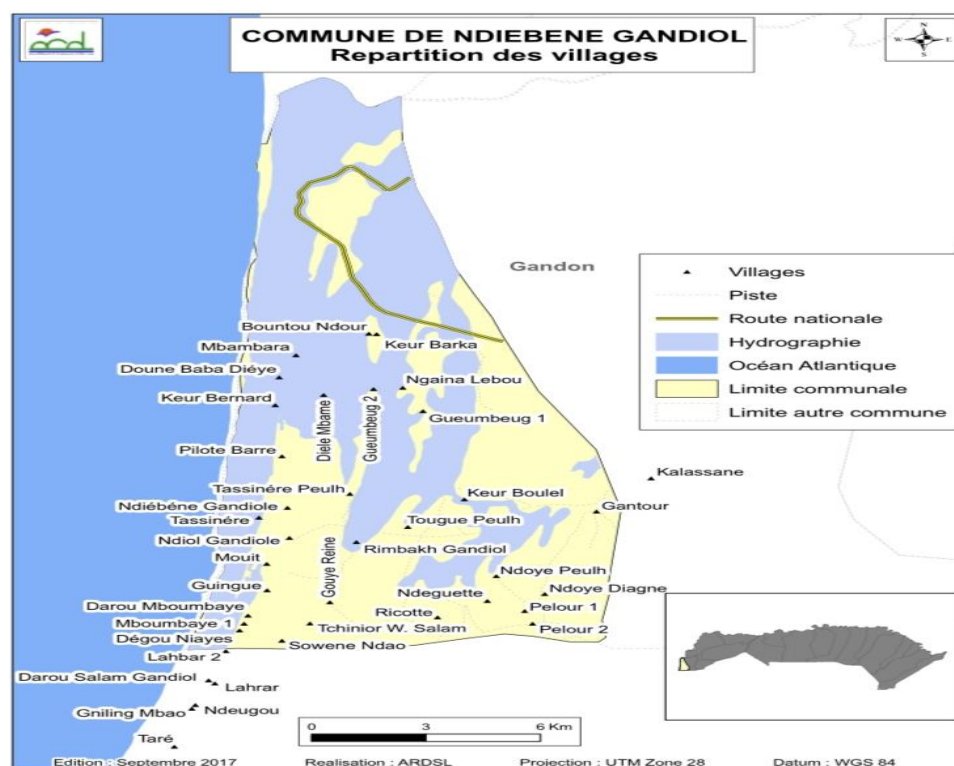
Chapitre 4. Monographie

Ce chapitre consiste à circonscrire les contextes dans lesquels s'inscrit notre analyse. Il ne s'agit donc pas d'une monographie complète mais plutôt d'une monographie sélective où seules les caractéristiques les plus pertinentes au regard de notre objet d'étude seront retenues. Ces caractéristiques monographiques sont celles qui exercent une influence, directe ou indirecte, sur la question de l'empowerment des femmes entrepreneurs.

4.1. Situation sociodémographique

Le Gandiol (ou Gandiole ou Ganjool) est, historiquement, un terroir du Sénégal situé sur la grande côte de Saint-Louis, non loin de l'embouchure du fleuve Sénégal. Situé dans l'arrondissement de Rao, région de Saint-Louis, Gandiol est devenu depuis 2014, avec l'adoption de l'Acte 3 de la décentralisation en 2013, une commune à part entière, limitée au Nord par la commune de Saint-Louis, au Sud par la commune de Léona dans la région de Louga, à l'Est par la commune de Gandon et à l'Ouest par l'océan Atlantique et la partie en aval du fleuve Sénégal (cf. figure 1).

Figure 1. Localisation de Ndiébène Gandiol



Source : PDC Gandiol 2020-2024

C'est une grande commune qui compte six zones :

- ❖ **La zone de Ndiébène Gandiol** : constituée de cinq villages (Ndiébène Gandiol, Ndiol, Pilote, Barre et Tassinère), elle habite l'essentielle des équipements de la commune (2 cases des tout-petits, 4 écoles élémentaires, 2 collèges, un lycée, 1 poste de santé...)
- ❖ **La zone de Mouit**: est composée de quatre villages (Gouye Reine, Guingueye, Darou Mboumbaye et de Mouit) où l'agriculture et la pêche sont les principales activités.
- ❖ **La zone de Keur Barka** : constituée de cinq villages (Keur Bernard, Mbambara, Bountou Ndour, Doune Baba Diéye et Ngaina Lebou) elle se singularise par son faible niveau d'équipement.
- ❖ **La zone de Ricott**: trois villages (Toug, Ricott et Rimbakh) dont le maraichage et l'élevage extensif restent les principales activités économiques.
- ❖ **La zone de Gantour**: compte six villages (Keur Boulel, Tougue Peulh, Ndoye Peulh, Ndoye Diagne et Gantour) et quatre hameaux.

La zone de Dégou Niayes : compte six villages (Lahbar, Darou Salam Gandiol, Ndeugou, Taré, Gniling Mbao et Lahbar 2) tous localisés le long de la frange maritime. Elle abrite le marché hebdomadaire

La commune de Gandiol comptait en 2016, 22 909 habitants, selon les projections de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). Le tableau 2 présente la répartition des habitants selon le sexe et l'âge. La population est majorité féminine et jeune.

Tableau 2. Profil démographique de Gandiol

Profil démographique	Pourcentage
Sexe	
Hommes	45
Femmes	55
Âge	
Jeunes de moins de 35 ans	77
Femmes en âge de reproduction	17
Personnes âgées de 60 ans et plus	06

Source : PDC Gandiol 2020-2024

Près de 61% des habitants sont concentrés dans sept villages : Ndiébène Gandiole, Pilote Barre, Mouit, Darou Mboumbaye, Dégou Niayes, Tassinère et Dièle Mbame. Ces

localités sont plus accessibles par la route ou se situent sur la frange maritime. Plus de la moitié des localités ont moins de 500 habitants avec une densité moyenne 27,7 habitants/Km².

4.2. Environnement et adaptation au changement climatique

Située précisément dans la région de Saint louis, la commune de Gandiole est dotée d'énormes potentiels grâce à sa position géographique. D'abord située dans la zone éco-géographique des Niayes, le Gandiolais jouit d'un climat de type sub-saharien avec des températures relativement basses sur une bonne partie de l'année. Ensuite, la fertilité et la richesse des sols en matière organique favorisent le maraîchage (milieu de transition entre le domaine des Niayes et la partie terminale de la vallée du fleuve Sénégal). Et enfin, sa proximité avec les centres urbains de Louga et de Saint-Louis lui offre un vaste marché de commercialisation des produits frais agricoles, mais aussi lui donne une possibilité d'approvisionnement très importante : intrants agricoles, produits alimentaires, matériels agricoles, fourniture des services vitaux pour les populations des villages les plus desservis en infrastructures sanitaires, scolaires, financières comme les banques et les mutuelles d'épargne et de crédit . Son économie repose principalement sur le maraîchage. La pêche, l'exploitation du sel et du sable, le tourisme, l'artisanat et le commerce figurent également dans le panorama des activités économiques traditionnelles de la commune.

Néanmoins, le Gandiol fait face à d'énormes difficultés d'ordre pédologiques, socioéconomiques, climatologiques et hydrographiques. Les effets du barrage de Diama et de l'ouverture de la brèche dans la Langue de Barbarie couplés aux répercussions des périodes de sécheresse des années 1970, 1980-1990 ont installé dans la commune une situation de vulnérabilité qui se traduit selon Mboup (2018, p.11) par une dégradation des écosystèmes avec une salinisation de plus en plus accentuée des nappes phréatiques, entraînant une baisse remarquable de la production agricole et menaçant la pérennité des activités économiques traditionnelles comme le maraîchage. En conséquence, les répercussions de la brèche accentuent la perte de revenus et la dégradation des conditions de vie des maraichers et de toutes les couches sociales qui dépendaient du maraichage, et les femmes qui assuraient la commercialisation des produits agricoles dans les marchés locaux et régionaux. Ainsi, pour s'adapter à cette situation, les femmes de la commune se sont

lancées dans les activités entrepreneuriales telles que le textile, la couture, peinture, les transformations de produits et céréales locaux, etc. À travers ces activités, les femmes de la commune ont réussi à être résilientes face aux énormes répercussions dues aux phénomènes cités plus haut.

4.3. Activités et structures d'appui de l'entrepreneuriat

Dans la commune de Gandiol, les femmes exercent divers types d'activités entrepreneuriales, parmi lesquelles figurent le commerce, la couture, le textile, la coiffure, les entreprises de transformation et de conservation de produits locaux, le maraîchage même si sa pratique est réduite par les difficultés d'ordre climatologique dont fait face la commune. Force est de constater que les femmes investissent davantage les activités commerciales. Le tableau 3 présente les types d'activités entrepreneuriales chez les répondants de l'échantillon.

Tableau 3. Répartition des répondants selon les activités entrepreneuriales

Activités	Pourcentage
Commerce	25
Transformation de produits locaux	20
Maraichage	25
Autre	40
Total	100

Source : Données de l'enquête, 2022.

L'entrepreneuriat féminin à Gandiol a connu une émergence rapide grâce à l'avènement des ONG tels que HAHATAY (Centre culturel Aminata), IMPACT MAMA et NITE TEXTILE DE GANDIOLE toutes trois en collaboration. La création de ces structures d'appui est motivée par les effets désastreux de la brèche entraînant ainsi une situation de chaos. Le but de ces structures est de travailler pour le développement communautaire et intégré de toutes les couches sociales (mais les femmes sont plus opportunes) pour une adaptation inclusive et résiliente. Hahatay vient l'expertise de Mamadou Dia, son fondateur ; entrepreneur social, auteur, leader communautaire migrant et de retour qui s'investit pour le développement de sa commune à travers la création du centre culturel Aminata de Gandiol (photo figure 1) où travaillent les jeunes et les femmes. L'association favorise la création de mini-entreprises dont l'objectif est l'autonomie économique dans une perspective communautaire et sociale mettant au centre la capacité d'entrepreneuriat et la créativité des jeunes (photo, figure 2). L'importance

de ces associations dans le développement communautaire est reconnue, mais surtout l'importance qu'elle génère sur la jeunesse de Gandiol, et en particulier dans le cas des jeunes filles et des femmes. Ainsi la majeure partie des femmes ont reçu une formation (photos, figure 3 et 4) grâce à ces structures. Ce qui leur a permis de se lancer dans les activités entrepreneuriales. Hahatay a créé des espaces de formation et de promotion de la participation active des femmes. Cette stratégie de soutien à l'acquisition d'expériences pratiques telles que le renforcement des capacités est réalisée à travers les formations, stages, et les ateliers au niveau local.

Figure 2. Photo du centre culturel Aminata de Gandiol



Source : Photo prise par Pape Modou Diagne le 10 juillet 2017

Figure 3. Peinture et dessin des tissus par les femmes de Nité Textile de Gandiol



Source : Photo prise par Pape Modou Diagne le 10 juillet 2022

Figure 4. Formation sur la création de serviettes hygiéniques à base de tissu par Absa Ndiaye



Source : Photo prise la chercheuse le 29 octobre 2022 à Hahatay

TROISIÈME PARTIE
PRÉSENTATION & INTERPRÉTATION DES
RÉSULTATS

Chapitre 5. Résultats

Il s'agit dans ce chapitre de présenter les résultats issus de l'analyse des données. Les résultats sont représentés sous forme tabulaire et graphique.

5.1. Caractéristiques des femmes entrepreneures

Le tableau 4 présente les caractéristiques sociologiques des femmes entrepreneures.

Tableau 4. Distribution de fréquences et pourcentages des variables d'identification sociologique

Variables	Catégories	Fréquence	Pourcentage
Age	20 à 30 ans	21	52,5
	31 à 40 ans	9	22,5
	41 ans et plus	10	25
	Total	40	100
Scolarité de la femme	Pas d'éducation formelle	10	20,8
	Niveau primaire	07	20,8
	Niveau secondaire	19	37,5
	Bac ou plus	04	20,8
	Total	40	100
Scolarité du conjoint	Pas d'éducation formelle	10	25
	Niveau primaire	7	17,5
	Niveau secondaire	19	47,5
	Bac ou plus	4	10
	Total	40	100
Revenu de la femme	5000 à 25000	09	23,1
	26000 à 50000	30	76,9
	Total	39	100
Revenu du conjoint	5000 à 25000	26	66,7
	26000 à 50000	13	33,4
	Total	39	100
Profession de la femme	Femme de ménage	6	20
	Com/Ctrière/Cfcoif/Patsièr	18	45
	Etudiants	15	35
	Total	40	100

Notes. Com/Cfcoif/Patsièr renvoient au commerce, à la couture, à la coiffure et à la pâtisserie.

Parmi les 40 répondantes, les femmes âgées de 20 à 30 ans représentent 52,5% de l'échantillon, tandis que celles qui sont âgées de 31 à 40 ans et de 41 ans et plus représentent des proportions respectives de 22,5% et 25%. Il ressort aussi de l'observation de ce tableau que le pourcentage de femmes dont le niveau de scolarité atteint au moins le secondaire est

de 47,7%. Seuls 20,8% des répondants n'ont pas reçu d'éducation formelle. La plupart des femmes ont atteint le secondaire ou plus. Les femmes dont les conjoints n'ont pas fait d'éducation formelle représentent une proportion de 25%, alors que celles dont leurs conjoints ont atteint le niveau secondaire ou plus représentent 57,5%. De plus, 76,9% des femmes entrepreneures ont un revenu mensuel variant de 26000 à 50000 F cfa. Les femmes s'identifient majoritairement en termes de profession à travers le commerce, la couture, la coiffure et la pâtisserie avec une proportion de 45%. Aussi, 33,4% des femmes ont des conjoints dont le revenu varie de 26000 et 50000 Fcfa.

À ces traits sociologiques, s'ajoutent les caractéristiques entrepreneuriales des femmes (tableau 5). La lecture du tableau montre que sur les 40 femmes interrogées, 50% sont des membres de groupement contre seulement 27,5% qui sont des chefs d'entreprise. Par conséquent, la moitié des femmes entrepreneures appartiennent à des groupements de femmes.

Tableau 5. Distribution des variables en lien avec les caractéristiques entrepreneuriales

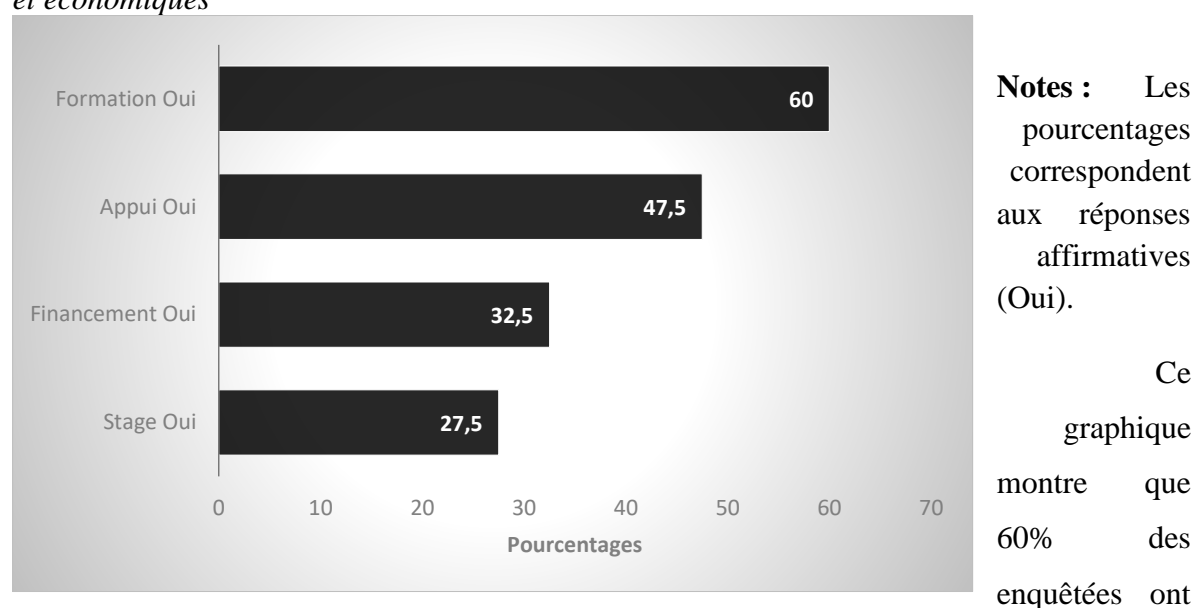
Variables	Catégories	Fréquence	Pourcentage
Statut entrepreneurial	Chef d'entreprise	11	27,5
	Présidente de groupement	05	12,5
	Membre de Groupement	20	50
	Autre	04	10
	Total	40	100
Type d'entrepreneure	Commerce	15	37,5
	Transformation de produits locaux	11	27,5
	Maraîchage	08	20
	Autre	06	15
	Total	40	100
Statut de l'initiative	Entreprise familiale	06	15
	Entreprise personnelle	19	47,5
	Entreprise communautaire	15	37,5
	Total	40	100
Durée de l'initiative	Moins de 1an	04	10
	1 à 5 ans	19	47,5
	6 ans et plus	17	42,5
	Total	40	100
Nombre de femmes impliquées	1 à 10	11	27,5
	11 à 20	15	37,5
	21 et plus	14	35
	Total	40	100

L'analyse du tableau révèle aussi que 47,5% des femmes travaillent dans des entreprises personnelles comparativement à celles qui sont dans des entreprises communautaires (37,5%) et dans des entreprises familiales (15%). Par voie de conséquence, l'écrasante majorité des femmes sont présentes dans les entreprises personnelles et communautaires. Près de la moitié des femmes entrepreneures (47,5%) s'exercent dans l'entrepreneuriat depuis une durée de 1 à 5 ans et 42,5% sur une période de 6 ans et plus. Les femmes exercent en général dans les activités commerciales et dans la transformation de produits locaux avec des proportions respectives de 37,5 et de 27,5%. L'analyse du tableau montre aussi que 37,5% des femmes sont dans des initiatives impliquant 11 à 20 femmes, alors que celles qui sont dans des initiatives impliquant 1 à 10 femmes sont seulement au nombre de 27,5%. En moyenne, les femmes s'impliquent dans des initiatives où le nombre de femmes est en général de 1 à 20.

5.2. La disposition des ressources politiques et économiques

Mis à part les identifications sociologiques individuelles et entrepreneuriales, la figure 5 laisse apparaître la disposition de ressources économiques et politiques pour les entrepreneures.

Figure 5. Répartition des pourcentages des variables en lien avec les ressources politiques et économiques



reçu une formation dans le cadre de leurs activités entrepreneuriales contre seulement 27,5% qui ont bénéficié d'un stage. Aussi, 47,5% des femmes entrepreneures ont accès à des

structures d'appui à la différence de 32,5 % qui ont reçu un financement. Donc la plupart des femmes ont bénéficié plus d'une formation que d'un appui, d'un stage ou d'un financement.

5.3. Évaluation de l'empowerment sociopolitique et socioéconomique

Les résultats susmentionnés nous ont permis d'identifier les caractéristiques des entrepreneures. Cependant, il serait nécessaire de décrire la distribution des variables mesurant l'empowerment des femmes. Le tableau 6 évalue l'empowerment sociopolitique.

Tableau 6. Synthèse des distributions des variables en lien avec l'empowerment sociopolitique

Variables	Catégories	Fréquence	Pourcentage valide
Liberté de travailler	Tout à libre	20	83,3
	Souvent libre	04	16,7
	Total	24	100
Répartition des tâches	Pas de répartition	22	91,7
	Répartition égale	2	8,3
	Total	24	100
Violence physique / psychologique subie	Oui	8	25,8
	Non	23	74,2
	Total	31	100
Droits des femmes	Pas du tout	3	7,5
	Un peu	21	52,5
	Bien	16	40
	Total	40	100
Part de décision	Faible	3	11,5
	Moyen	19	73,1
	Élevée	4	15,4
	Total	26	100
Poste politique	Oui	2	5
	Non	38	95
	Total	40	100

Le tableau ci-dessus révèle que 83,2% des femmes sont tout à fait libres de mener leurs activités entrepreneuriales. Sur les 24 répondants, seulement 8% ont un niveau de répartition égale des tâches ménagères avec leur conjoint, la grande majorité des femmes ne faisant pas de répartition avec leur conjoint dans la gestion des tâches ménagères. Sur les 40 répondants, seulement 3 ne maîtrisent pas du tout les droits de la femme, tandis que 21 les maîtrisent un peu et 16 qui ont une bonne maîtrise des droits avec des proportions respectives de 52,5% et 40%. Par voie de conséquence la majorité des femmes maîtrise un peu leurs

droits. Sur les 26 répondants, plus de la moitié des femmes entrepreneures (19) prennent moyennement les décisions dans le ménage, soit un pourcentage de part de décision de 73,1%. À l'inverse, seulement 04 femmes ont une part à la prise de décision élevée dans le ménage (15,4%). Aussi, sur les 40 femmes sondées seulement 02 occupent un poste politique. Donc majoritairement, les femmes n'investissent pas les centres de décision politique.

Pour évaluer globalement le niveau d'empowerment sociopolitique des femmes, a été créé un indice mesurant la somme des six variables recodées 0/1 pour les variables dichotomiques et 0/0,5/1 pour les variables trichotomiques, le score 1 allant dans le sens positif. L'indice varie théoriquement de 0 à 6, un score élevé traduisant un empowerment plus important. La moyenne de l'indice est égale à 2,61. Ce qui signifie que les 40 femmes ayant répondu ont un empowerment moyen de 2,61. Quant à la médiane, elle est de 2,75. Ce qui veut dire qu'au moins 50% des 40 femmes entrepreneures ayant répondu ont un niveau d'empowerment de 2,75. Alors la mode qui est 3 suggère que la plus part des 40 femmes entrepreneures ayant répondu ont un niveau d'empowerment de 3. Le minimum 1 représente les femmes ayant le plus petit niveau d'empowerment tandis que le score maximum 4,5 représente les femmes entrepreneures ayant le plus grand niveau d'empowerment. Somme toutes, au regard du niveau d'empowerment, le score maximum semble plus élevé que les autres. Ce qui atteste la présence de femmes dont le niveau d'empowerment est élevé.

D'autre part, le tableau 7 évalue l'empowerment socioéconomique des femmes. L'interprétation statistique du tableau ci-dessous montre que sur les 20 femmes ayant répondu, la moitié (10) a une différence de salaire comprise entre 5000 et 15000 Fcfa à celui de leur conjoint. Seulement 3 femmes gagnent moins de 26000 Fcfa et plus que leur conjoint. Par conséquent pour la majorité des femmes la différence au salaire de leur conjoint est comprise entre 5000 et 15000 Fcfa. Sur les 26 répondantes, seulement 05 font une contribution financière au budget du ménage de 10 à 40%, tandis que celles qui font une contribution de 50% et 50% et plus représentent respectivement des proportions de 48% et 32%. On en déduit que la majorité des femmes font une contribution de 50% au budget du ménage.

Tableau 7. Synthèse des distributions des variables en lien avec l'empowerment socioéconomique

Variables	Catégories	Fréquence	Pourcentage
Différence de salaire	5000 à 15000 Fcfa	10	50
	16000 à 25000 Fcfa	04	20
	26000 et plus Fcfa	03	15
	Pas de différence	03	15
	Total	20	100
Contribution Financière	10 à 40%	05	20
	50%	12	48
	Plus de 50%	08	32
	Total	25	100
Patrimoine	Oui	21	52,5
	Non	19	47,5
	Total	40	100
Santé	Très satis/plutôt satis	09	22,5
	Plutôt pas satis/Pas du tout satis	31	77,5
	Total	40	100
Logement	Très satis/plutôt satis	31	77,5
	Plutôt pas satis/Pas du tout satis	09	22,5
	Total	40	100
Éducation	Faible	3	7,9
	Moyenne	23	68,5
	Élevée	12	31,6
	Total	38	100
Conditions de vie/ Femmes	Meilleures	37	92,5
	Pas de différence	03	7,5
	Total	40	100
Conditions de vie/ Hommes	Meilleures	24	60
	Pas de différence	16	40
	Total	40	100

Les femmes qui détiennent un patrimoine sont au nombre de 21 et représentent 52,5% de l'échantillon étudié. Donc plus de la moitié des femmes détiennent un patrimoine. Sur un échantillon de 40, plus de la moitié (31) ont une appréciation très satisfaisante et/ou plutôt satisfaisante à l'accès aux services sociaux tels que le logement. Les femmes contribuent moyennement à l'éducation des enfants, soit 68,5% sur les 38 répondants. L'écrasante moitié des femmes entrepreneures (92,5%) jugent leurs conditions de vie meilleures que celles des autres femmes non entrepreneures. Pour ce qui est des appréciations par rapport aux conditions de vie des hommes, sur un échantillon de 40 femmes, 60% croient meilleures leurs conditions de vie. De façon convaincante, la majorité des femmes font des appréciations meilleures de leurs conditions de vie par rapport à celles des autres femmes et des hommes.

Pour évaluer globalement le niveau d'empowerment socioéconomique des femmes, a été créé un indice mesurant la somme des huit variables recodées 0/1 pour les variables dichotomiques et 0/0,5/1 pour les variables trichotomiques, le score 1 allant dans le sens positif. L'indice varie théoriquement de 0 à 8, un score élevé traduisant un empowerment plus important. La moyenne de l'indice est égale à 4,34. Ce qui signifie que les 40 femmes ayant répondues ont un empowerment moyen de 4,34. Quant à la médiane, elle est de 4,25. Ce qui veut dire qu'au moins 50% des 40 femmes entrepreneures ayant répondu ont un niveau d'empowerment de 4,25. Alors la mode qui est 4 suggère que la plus part des 40 femmes entrepreneures ayant répondu ont un niveau d'empowerment de 4. Le minimum 2 représente les femmes ayant le plus petit niveau d'empowerment tandis que le score maximum 7 représente les femmes entrepreneures ayant le plus grand niveau d'empowerment. En définitive, au regard du niveau d'empowerment socioéconomique, le score maximum semble plus élevé que les autres. Ce qui atteste la présence de femmes dont le niveau d'empowerment est élevé.

5.4. Facteurs associés à l'empowerment sociopolitique et socioéconomique

À l'instar des données présentées plus haut, les résultats ci-dessous décrivent les facteurs associés à l'empowerment sociopolitique et socioéconomique des femmes entrepreneures. En effet, le tableau 5 montre que les femmes qui ont un niveau de scolarité primaire et/ou secondaire ont un empowerment sociopolitique élevée (5,60) sur une échelle de 0 à 6, tandis que celles qui n'ont pas d'éducation formelle ont un empowerment faible (2,05). L'analyse de la variance montre que l'effet de la scolarité influe significativement sur l'indice d'empowerment sociopolitique ($F= 5,74$; $p<0,05$). L'effet s'avère de grande taille ($\eta^2=0,28$). Le niveau de scolarité explique 28% de la variation dans l'empowerment sociopolitique.

À travers la lecture du tableau 8, on observe que les femmes entrepreneures qui font une répartition égale des tâches ménagères avec leur conjoint ont un empowerment sociopolitique élevé (4,5) comparativement à celles qui ne font pas de répartition quant à la gestion des tâches ménagères (2,65), leur empowerment est faible. L'analyse de la variance montre que l'effet du niveau de répartition des tâches ménagères a une influence significative sur l'empowerment sociopolitique ($F=10,36$; $p< 0,01$). L' η^2 étant de 0,32, la taille de

l'effet s'avère grande. Le niveau de répartition des tâches ménagères explique 38% de la variation dans l'empowerment sociopolitique. Ce tableau illustre que les femmes entrepreneures qui ont une bonne maîtrise des droits de la femme ont un empowerment modéré à fort (3,11), à l'inverse de celles qui ne maîtrisent pas du tout leur droits en tant que femmes, leur empowerment est faible (1,5). L'analyse de la variance montre que l'effet de la maîtrise des droits de la femme influe significativement sur l'empowerment sociopolitique, la valeur calculée du ($F= 5,8$; $p< 0,05$). La taille de l'effet s'avère grande : Eta-carré= 0,28. La maîtrise des droits de la femme explique 28% de la variation dans l'empowerment sociopolitique. En guise de conclusion, le tableau 5 ne présente que les relations statistiquement significatives entre l'empowerment sociopolitique et les facteurs explicatifs d'intérêt.

Tableau 8. Comparaison des moyennes de groupes quant à l'indice d'empowerment sociopolitique

Groupes	Statistiques				
	Moyenne	Écart-Type	Cas(n)	Test F	Eta Carré
Niveau de scolarité de la femme				3,64*	0,28*
Pas d'éducation formelle	2,05	0,63	09		
Niveau primaire/Secondaire	5,60	1,91	21		
Bac ou plus	4	0,70	10		
Répartition des tâches ménagères				10,36**	0,32**
Pas de répartition	2,65	0,79	22		
Répartition égale	4,50	0,01	02		
Maîtrise des droits de la femme				5,80*	0,28*
Pas du tout	1,50	0,50	03		
Un peu	2,40	0,71	13		
Bien	3,11	0,93	16		

Notes. * $p<0,05$; ** $p<0,01$ (test bilatéral). Source enquête personnelle 2022.

Analyser l'empowerment socioéconomique des femmes revient à l'associer à des facteurs explicatifs d'intérêt. Seules les associations statistiquement significatives sont présentées dans le tableau 9. En moyenne, les femmes tenant une entreprise personnelle ont un score élevé sur l'indice d'empowerment socioéconomique ($7,73\pm1,01$), comparativement aux femmes tenant une entreprise familiale ($3,36\pm1,15$). Ainsi, il existe au moins une différence statistiquement significative à 95% ($F=3,25$; $p<0,05$). Le statut de l'initiative entrepreneuriale a un effet de grande taille sur l'empowerment socioéconomique (éta-carré=0,16). Il ressort aussi de l'analyse du tableau 6 que les femmes qui s'exercent dans les métiers du textile ont en moyenne, le score le plus élevé sur l'indice de l'empowerment

socioéconomique ($4,71 \pm 1,18$), comparativement aux femmes qui font la transformation des produits locaux ($3,50 \pm 1,04$), leur empowerment est faible à fort. Ainsi il existe au moins une différence statistiquement significative à 95% ($F=2,7$; $p<0,05$). Le statut de l'initiative entrepreneuriale exerce 18% de la variation dans l'empowerment socioéconomique : l'Eta-carré= 0,18. L'effet s'avère donc de grande taille. Encore, à travers la lecture du tableau, on observe que les femmes dont la différence de salaire à celui de leur conjoint varie de 5000 à 15000 Fcfa ont en moyenne, le score le plus élevé ($5,00 \pm 1,37$) sur l'indice de l'empowerment socioéconomique. À l'inverse, les femmes dont la différence de salaire à celui de leur conjoint s'élève à 26000 Fcfa et plus ont un empowerment faible avec le score de ($3,20 \pm 0,76$) au-dessous de la moyenne 4 sur une échelle allant de 0 à 8. L'analyse de la variance montre que l'effet de la différence de salaire a une influence significative sur l'empowerment socioéconomique ($F=3,70$; $p<0,05$). L'êta-carré étant de 0,16, l'effet s'avère de grande taille. La différence de salaire explique 16% dans la variation de l'empowerment socioéconomique.

Ce tableau illustre aussi que les femmes qui sont très satisfaites quant à l'accès aux services de santé ont un empowerment élevé (5,28) au-dessus de la moyenne 4. A l'inverse, les femmes qui sont plutôt satisfaites de leur accès à la santé ont un empowerment qui est modéré (4,06). L'analyse de la variance montre que l'effet de la maîtrise influe significativement sur l'empowerment socioéconomique des femmes. La valeur calculée du ($F=10,43$, $p<0,01$). La taille de l'effet s'avère grande : êta-carre= 0,22. La satisfaction à la santé explique donc 22% de la variation dans l'empowerment socioéconomique. Le dernier facteur explicatif du niveau d'empowerment socioéconomique des femmes est associé à l'accès au logement. Le tableau 9 montre que les femmes qui sont très satisfaites quant à l'accès au logement ont un empowerment modéré à fort (4,58), comparativement aux femmes dont l'accès au logement est plutôt satisfaisant (3,50), leur empowerment est faible. Il existe au moins une différence statistiquement significative à 95% ($F=7,83$ $p<0,01$). L'effet s'avère de grande taille : êta-carré=0,17. La satisfaction quant à l'accès au logement explique 17% de la variation dans l'empowerment socioéconomique.

Tableau 9. Comparaison des moyennes de groupes quant à l'empowerment socioéconomique

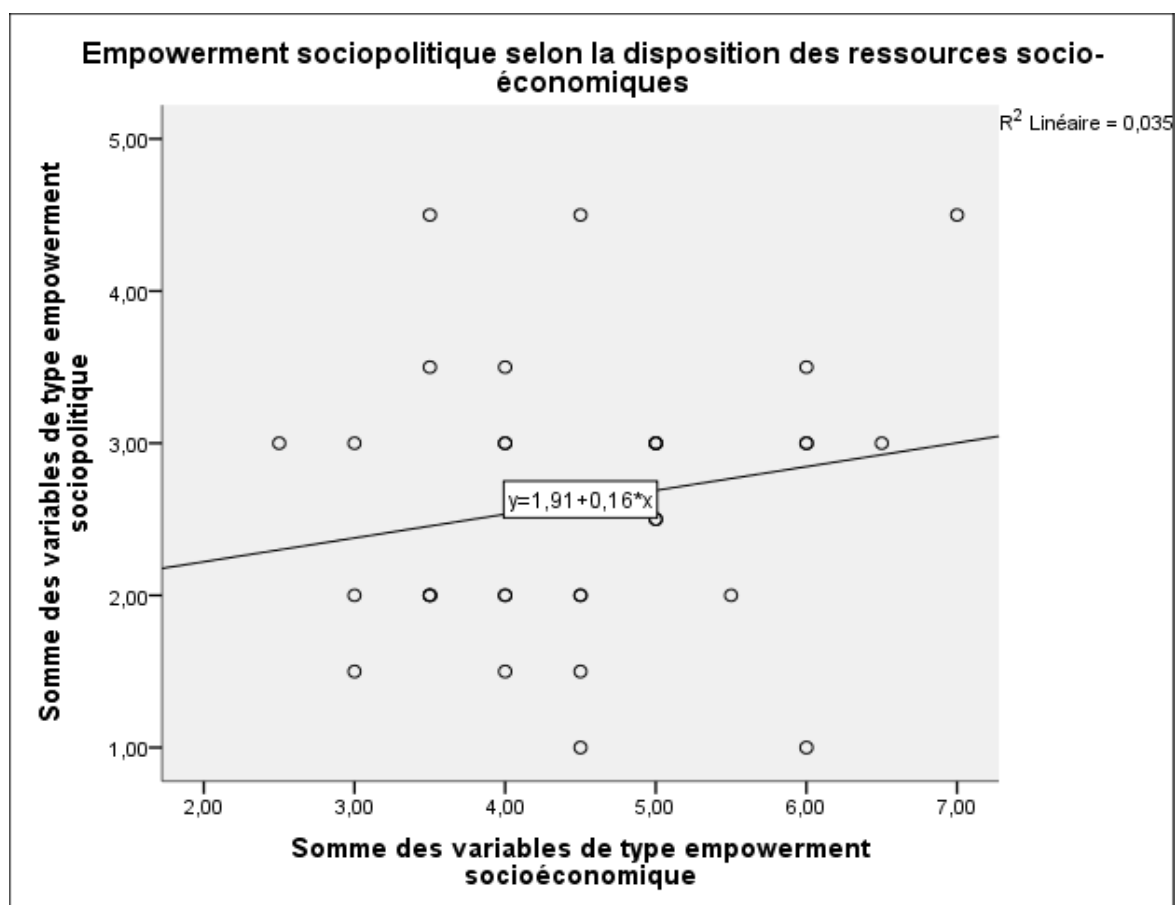
Groupes	Statistiques				
	Moyenne	Écart-type	Cac(n)	Test-F	Eta-Carré
Statut de l'initiative entrepreneuriale				3,25*	0,16*
Entreprise familiale	3,36	1,15	06		
Entreprise communautaire	4,91	2,09	15		
Entreprise personnelle	7,73	1,01	19		
Type d'entrepreneuriat				2,7*	0,18*
Commerce	4,20	0,86	10		
Transformation de produits locaux	3,50	1,04	08		
Métiers du textile	4,71	1,18	16		
Maraîchage	4,66	0,88	06		
Différence de salaire				3,70*	0,16*
5000 à 15000	05	1,37	10		
16000 à 25000	3,88	1,76	06		
26000 et plus	3,2	0,76	04		
Satisfaction à la santé				10,43**	0,22**
Très satisfaisant	5,28	1,02	31		
Plutôt satisfaisant	4,06	0,82	09		
Accès au logement				7,83**	0,17**
Très satisfaisant	4,58	1,19	30		
Plutôt satisfaisant	3,50	0,96	10		

Notes. * $p < 0,05$; ** $p < 0,01$ (test bilatéral). Source enquête personnelle 2022.

Après les analyses sur les facteurs associés à l'empowerment socioéconomique et sociopolitique des femmes, il serait primordial de dégager la relation qui existe entre les deux indices. C'est ainsi que la lecture du diagramme de dispersion (figure 6) suggère d'abord l'existence d'une corrélation linéaire positive entre l'empowerment socioéconomique et sociopolitique. Le diagramme de dispersion indique que la corrélation est modérée, quelques cas s'écartant du modèle (cas déviants). Par conséquent, plus l'empowerment sociopolitique est élevé, plus l'empowerment socioéconomique l'est aussi. Les femmes qui disposent davantage de ressources économiques démontrent plus d'empowerment sociopolitique que celles qui n'en disposent pas. Et les femmes qui disposent davantage de ressources politiques démontrent plus d'empowerment socioéconomique que celles qui n'en disposent pas. La corrélation entre les deux variables est de 0,19. La valeur calculée du F est de 1,10. Or pour 1 degré de liberté au numérateur et 30 degrés de liberté au dénominateur, la valeur du F critique est de 4,17. La valeur critique du F est de loin plus grande que la valeur critique. La

relation entre l'empowerment sociopolitique et l'empowerment socioéconomique n'est pas statistiquement significative.

Figure 6. Corrélation entre l'empowerment sociopolitique et l'empowerment socioéconomique



Chapitre 6. Discussion

Au niveau de ce chapitre, nous relevons le sens objectif des résultats obtenus au terme de l'enquête, du traitement et de l'analyse des données récoltées auprès de 40 entrepreneures. En même temps, nous essayons d'établir une certaine comparaison des résultats de la présente étude avec ceux des recherches faites antérieurement dans diverses régions du monde. À cette occasion, il est important de relever à la fois les similitudes et les différences compte tenu du contexte pouvant influencer sur l'empowerment des femmes.

6.1. Rappel des principaux résultats

Avant d'engager la phase de discussion des résultats, rappelons l'essentiel de ces résultats en lien avec la question spécifique, les objectifs et hypothèses de la recherche. Ainsi de l'analyse primordiale de la recherche, il ressort ceci :

- ✓ Le niveau d'empowerment socioéconomique (4,34 sur une échelle 0-8) des femmes entrepreneures est plus élevé que le niveau d'empowerment sociopolitique (2,61 sur une échelle 0-6) ;
- ✓ Plus la différence entre le salaire de la femme et celui du conjoint, est petite plus le niveau d'empowerment socioéconomique des femmes entrepreneures est élevé. La différence de salaire est donc associée à l'empowerment socioéconomique ;
- ✓ Plus l'initiative entrepreneuriale est importante en termes de statut (communautaire ou personnelle vs familiale) ou de type d'activités (Métiers du textile vs transformation de produits locaux), plus le niveau d'empowerment socioéconomique est élevé. Le statut et le type d'entrepreneuriat sont donc associés à l'empowerment socioéconomique ;
- ✓ Plus le niveau de scolarité est élevé chez les femmes entrepreneures, plus leur niveau d'empowerment sociopolitique est élevé. La scolarité est donc associée à l'empowerment sociopolitique ;
- ✓ L'empowerment socioéconomique des femmes est la conséquence directe de leur empowerment sociopolitique, et vice versa. En d'autres termes, les femmes qui disposent plus de ressources socioéconomiques démontrent plus d'empowerment

sociopolitique que celles qui n'en disposent pas. Et les femmes qui disposent davantage de ressources sociopolitiques démontrent aussi plus d'empowerment socioéconomique que celles qui n'en disposent pas et sont plus susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie.

Finalement, l'analyse des données révèle que les femmes entrepreneures disposent de plus de revenus que leurs conjoints. Autrement dit, l'autonomisation des femmes issues de l'entrepreneuriat se traduit dans l'iniquité entre le revenu mensuel de la femme et du conjoint. Ce qui semble confirmer notre hypothèse générale. Cependant que signifie de tels résultats ? Encore plus, comment peut-on les expliquer ?

6.2. Discussion des résultats

Pour mieux nous convaincre de la confirmation de l'hypothèse générale, il convient de discuter les résultats obtenus au vue des théories et des travaux de recherche recensés dans la problématique. Les résultats de la recherche et les hypothèses dont ils cherchent à vérifier relèvent d'une approche particulière dans l'analyse de l'entrepreneuriat des femmes, du niveau de leur empowerment socioéconomique et sociopolitique, des facteurs associés à leur empowerment et de leur signification. De tes résultats ont permis une évaluation du cadre théorique de la problématique. De prime abord, ils semblent confirmer notre hypothèse générale. Plus précisément, les femmes entrepreneures sont économiquement indépendantes des hommes. Toutefois, leur pouvoir sociopolitique est limité. C'est ce que suggèrent les résultats de la présente étude de cas. Le niveau d'empowerment socioéconomique (4,34 sur une échelle 0-8) des femmes entrepreneures est modéré à élevé, alors que le niveau d'empowerment sociopolitique est faible à modéré (2,61 sur une échelle 0-6).

Sans grande surprise, l'empowerment socioéconomique est très lié à l'entrepreneuriat des femmes, un phénomène éminemment économique. Dans notre étude, l'empowerment socioéconomique mesure, décrit l'importance des capacités et ressources comme le salaire, la contribution financière dans la famille, la détention d'un patrimoine, ainsi que l'appréciation de l'accès aux services sociaux et des conditions de vie par rapport aux autres femmes et aux hommes. En particulier, si les femmes ont un empowerment économique important vis-à-vis de leur conjoint, c'est dû en grande à leur revenu mensuel supérieur à celui des conjoints. Dit autrement, les données retrouvées sur le terrain sont similaires à celles

auxquelles nous nous attendions. D'ailleurs, plusieurs travaux s'inscrivent dans la même perspective (CIDURHA Serge, 2018 ; Hirigoyen, 2007 et Wane ,2009). Malgré le pouvoir de la tradition et de la culture qui sont des contraintes à l'entrepreneuriat féminin, pour parler comme Bouhadjeb et Lachachi Tabet (2022), les femmes gandiolaises arrivent à pratiquer les activités entrepreneuriales et promeuvent leur empowerment socioéconomique. Même si le niveau d'empowerment socioéconomique est assez élevé chez les femmes entrepreneures, il y a une certaine variation dans ce niveau d'empowerment socioéconomique. Cette variation peut être expliquée.

Plus particulièrement, la différence de salaire entre les femmes et leur conjoint, le statut entrepreneurial et le type d'entrepreneuriat exercé par les femmes sont des facteurs explicatifs de la tendance de l'empowerment socioéconomique des femmes. Les résultats suggèrent que le niveau d'empowerment socioéconomique des femmes est étroitement lié à ces facteurs. Une explication plausible est que les femmes de Gandiol s'exercent quasiment dans les activités commerciales qui sont donc la locomotive de développement de cette zone. Étant une zone touristique, sa proximité avec les centres urbains de Louga et de Saint-Louis lui offre un vaste marché de commercialisation des produits frais agricoles. Le statut entrepreneurial confère aux femmes un empowerment socioéconomique élevé. En effet, les résultats suggèrent que les femmes qui sont des chefs d'entreprise ont un empowerment élevé par rapport à celles qui sont dans des groupements. Une explication plausible est que les salaires sont plus élevés pour les chefs d'entreprise alors que dans les groupements, il s'agit en général d'un travail commun et d'un gain commun, et donc forcément les salaires sont plus faibles. Or, des salaires élevés augmentent les chances de renforcer l'empowerment socioéconomique.

Mise en avant par les travaux de Bernard (2007), la précarité des femmes se mesure par l'accès à la santé et aux logements. En effet, l'empowerment socioéconomique des femmes résulte de leur satisfaction à l'accès aux services sociaux de bases tels que la santé et le logement. Cette relation entre l'empowerment socioéconomique des femmes et l'accès aux services sociaux est donc réellement significative sur la population. Une explication plausible est que le Gandiol est doté d'un seul poste de santé et pour bénéficier des soins de qualité, il faut donc avoir une certaine assise économique solide pour non seulement accéder

aux soins au sein de la commune, mais aussi être capable de faire des prises en charge en cas d'urgence où les patients sont directement conduits à l'hôpital régional de Saint-Louis.

Si l'empowerment socioéconomique des femmes entrepreneures est important, c'est moins le cas de leur empowerment sociopolitique. Dans notre étude, l'empowerment sociopolitique mesure, décrit l'importance des capacités et ressources comme l'accès aux postes politiques, la répartition des tâches, la prise de décision, ainsi que leur appréciation de leur liberté de travailler, de leurs droits en tant que femmes, et de violences subies. Même si l'empowerment des femmes est couronné par le succès des mouvements féministes qui s'illustrèrent dans la défense des droits des femmes tout en les exhortant à renforcer leur autonomie financière et politique par le biais de financements, il reste que les rapports sociaux de pouvoir sont plus difficiles à faire bouger. Malgré les opportunités que l'entrepreneuriat offre aux femmes notamment dans leur inclusion à la vie politique, les femmes gandiolaises n'occupent pas de postes politiques et accordent moins d'intérêt à la politique. À cet égard, faudrait préciser la place des femmes au sein de la société. Spécifiquement, quand la participation politique des femmes est faible, c'est parce que de manière générale, la femme est avant tout une personne qui pense à la communauté, elle pense à ses enfants, elle pense à sa famille, elle accomplit toutes les tâches ménagères ; la femme est donc assez occupée par ses obligations familiales. C'est ce qui les empêche, dans la majeure partie des cas, d'occuper des postes politiques. Par ailleurs, le poids de la religion et de la tradition pèsent continuent de peser lourd sur les statuts des femmes, en leur assignant un rôle de soumission vis à vis de leur conjoint. Malgré leur autonomie financière, elles restent sous l'emprise de leur conjoint et sont responsables de la gestion de toutes les tâches ménagères. Aussi la prise de décision pour la majeure partie est moyenne même si elles sont économiquement autonomes. Toutefois, il y a une certaine variation dans le niveau d'empowerment sociopolitique des femmes entrepreneures. Cette variation peut être expliquée.

Les résultats de la présente étude de cas font état d'un empowerment sociopolitique élevé pour les femmes disposant de ressources telles qu'une scolarité élevée. En effet, une forte scolarisation renforce l'empowerment sociopolitique des femmes. Le développement de l'éducation des filles semble bien expliquer cette tendance. L'école est un moyen d'émancipation par l'inculcation d'un esprit critique chez les jeunes. C'est ce qui explique la

remise en cause de l'esprit d'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme et créé en elle un esprit de révolte qui se manifeste par la parité ou encore les droits de l'Homme qui donne à la femme le droit de travailler autant que l'homme. Les travaux de Faye et N'guettia (2021) s'inscrivent alors dans cette perspective. En réalité, une scolarisation élevée augmente les chances d'entreprendre, de mener des activités entrepreneuriales réussies. Ce qui garantit des revenus plus élevés, conférant ainsi plus de pouvoirs à des femmes qui peuvent revendiquer les mêmes droits que leurs conjoints et participer activement dans les décisions familiales.

Tout aussi intéressant, nous avons observé que l'empowerment socioéconomique promeut et influe sur l'empowerment sociopolitique, et vice-versa. En effet, comme le suggèrent les résultats, l'empowerment socioéconomique des femmes est corrélé à leur empowerment sociopolitique. L'autonomisation des femmes est un indispensable facteur de progrès social, environnemental et même politique. Cette autonomisation économique donne potentiellement aux femmes le pouvoir de s'inclure dans le développement et de s'initier à la politique. Ces propos se rapportent aux travaux effectués par Martin Ziguélé (2012). Néanmoins la corrélation entre le niveau de l'empowerment socioéconomique et celui de l'empowerment sociopolitique est modérée, la corrélation tournant autour de 0,54.

Les résultats dont nous venons de faire la discussion ont été acquis sur la base d'une analyse des données recueillies dans un contexte particulier. Dès lors, il serait nécessaire d'élucider dans quelle mesure les résultats obtenus dans un contexte particulier peuvent être transférés à d'autres contextes.

6.2. La portée des résultats

Les conclusions tirées dans cette étude sont étroitement liées à la spécificité du milieu d'investigation. Les résultats ne peuvent être valides que dans ce milieu. Pris dans leur ensemble, les résultats apportent des évidences qui contribuent à une meilleure compréhension de l'importance de l'entrepreneuriat dans la vie des femmes de Gandiol, du niveau de leur empowerment socioéconomique et sociopolitique et de leur rapport aux hommes. Même si les résultats de l'étude portent sur les femmes entrepreneures, il semble qu'ils s'appliquent à la population dans son ensemble. À cet effet, une étude menée sur 68 femmes entrepreneures au Sénégal par Gning (2019), après avoir décelé le poids de la religion sur l'entrepreneuriat des femmes, explique l'importance de celui-ci dans le soutien et

la sécurité des investissements sociaux et économiques des entrepreneures. Cette étude permet de relever, dans une perspective innovatrice, la place de l'entrepreneuriat dans l'innovation sociale et dans l'économie solidaire. Faudrait alors préciser que notre étude présente certaines limites. Il est alors clair qu'aucune étude n'est parfaite, et il nous semble important, en conséquence de procéder à quelques critiques scientifiques de la recherche.

6.3. Limites de l'étude

Notre recherche présente certaines limites, dont la plus saillante et la toute première est la prise en considération uniquement des femmes entrepreneures dans le secteur informel, alors que la part des femmes dans l'emploi du secteur formel est d'environ 25% selon le PLD-NG (Plan de Développement Local de Ndiébène Gandiol, 2020-2024). Dès lors, des études sur ce secteur pourront apporter un regard plus large de la réalité de l'entrepreneuriat féminin et de l'empowerment des femmes.

En deuxième lieu, l'échantillon de l'étude n'étant pas aléatoire, le risque d'obtenir un échantillon peu représentatif de la population étudiée est grand. Comme les membres de l'échantillon ne sont pas choisis dans une base de sondage, l'échantillonnage boule de neige a occasionné de nombreux biais. D'ailleurs, les personnes qui ont beaucoup d'amis ont eu de meilleures chances d'être recrutées dans l'échantillon. C'est ce qui explique d'ailleurs la participation minoritaire des femmes gandioloises dans les sphères politiques. La première personne que nous avons interrogée est une présidente d'association de femmes, qui apprécie négativement l'idéologie politique. Nous avons choisi les prochaines personnes enquêtées sous les directives de cette personne ressource et leur intérêt à la politique était semblable. Le choix de l'échantillonnage par boule de neige a entraîné la proximité d'opinions des répondants. Ainsi, c'est ce que l'adage populaire traduit « qui se ressemble s'assemble ». En demandant à des répondants de nous renseigner sur des personnes à interroger, nous nous sommes retrouvées avec un échantillon qui exprime des opinions assez similaires. Un échantillon aléatoire donnerait des résultats possiblement plus nuancés.

Enfin, il se peut que la taille de notre échantillon ($n=40$) soit insuffisante pour pouvoir dégager des inférences, c'est-à-dire des conclusions fiables concernant la population étudiée. Si la taille de l'échantillon était plus grande, on aurait pu avoir plus de relations significatives pour expliquer la variation de l'empowerment socioéconomique et sociopolitique des

femmes. Toutefois, par manque de temps et faute de moyens financiers et matériels, la taille de l'échantillon nous semble raisonnable. Les 40 cas apparaissent comme un compromis acceptable entre ce qui est souhaité (grand n) et ce qui est possible (selon nos moyens). Aussi les énormes cas manquants (au nombre de 16), en l'occurrence concernant le variable « salaire mensuel personnel » et « salaire mensuel du conjoint » sont aussi des biais à élucider. La majeure partie des cas n'ont pas répondu à la question sur ces variables. Cela s'explique du fait qu'au Sénégal en général et à Gandiol en particulier, le salaire est quelque chose de personnel et difficilement partageable : « on ne dit pas combien on gagne par mois ». Néanmoins, il ne s'agit pas d'une étude portant sur un grand ensemble, mais plutôt d'une étude de cas ; cas pour signifier qu'il s'agit d'un petit ensemble limité et spécifique, qui nous permet de faire l'expérience d'une première recherche sociologique menée de façon scientifique. Par ailleurs, même si cette étude présente des limites comme toute étude d'ailleurs, elle a permis de mieux cerner le rôle de l'entrepreneuriat féminin dans l'empowerment des femmes et dans leur rapport aux hommes.

En définitive, les limites qui se dégagent au terme de cette étude fournissent des éléments méthodologiques qu'il convient de prendre en compte pour les études ultérieures. Ces éléments méthodologiques mettent en évidence des erreurs à éviter ultérieurement.

Conclusion

Au terme de cette étude, plusieurs enseignements peuvent être dégagés. Il est alors nécessaire de rappeler que les femmes se démarquent de plus en plus dans les activités entrepreneuriales. À cet égard, la présente étude de cas se questionne sur l'importance de l'entrepreneuriat dans l'empowerment socioéconomique et sociopolitique des femmes de la commune de Gandiol et dans leur rapport aux hommes. Dit autrement, les activités et ressources de promotion de l'entrepreneuriat féminin contribuent-elles à renforcer l'empowerment (autonomisation) des femmes ou au contraire sont-elles un simple mécanisme économique participant de la reproduction des rapports sociaux de genre ?

Issus de l'analyse de données essentiellement quantitatives, les résultats de la recherche démontrent que l'entrepreneuriat féminin conditionne l'autonomisation socioéconomique et sociopolitique des femmes de la commune de Gandiol. Toutefois, le niveau d'empowerment socioéconomique des femmes entrepreneures est plus élevé que le niveau d'empowerment sociopolitique. L'hypothèse générale est partiellement confirmée. Les activités et ressources entrepreneuriales contribuent clairement à renforcer l'empowerment socioéconomique des femmes, alors que le renforcement de l'empowerment sociopolitique est moins évident. Une fois l'empowerment socioéconomique et l'empowerment sociopolitique mesurés à l'aide d'indices et décrits pour répondre à la question centrale, la recherche a permis de déterminer les facteurs associés à l'empowerment socioéconomique et l'empowerment sociopolitique chez les femmes. Autrement dit, puisque le niveau d'empowerment varie d'une femme entrepreneure à une autre, nous sommes allés à la recherche de variables sociologiques susceptibles d'expliquer cette variation.

Assez nombreux, les facteurs associés à l'empowerment socioéconomique découlent de la différence de salaire entre les femmes et leurs conjoints, au statut de l'initiative entrepreneurial, au type d'entrepreneuriat et à l'accès aux services sociaux tels que la santé et le logement. En effet, avoir un statut de chef d'entreprise, s'exercer dans des activités commerciales et avoir une différence très petite au salaire du conjoint sont justement autant de facteurs qui mettent en exergue le niveau d'empowerment des femmes. Quant à l'empowerment sociopolitique, il est associé aux facteurs tels que le niveau de scolarisation de la femme, le niveau de répartition des tâches ménagères et la maîtrise des droits des

femmes. Précisons que les femmes entrepreneures qui ont un niveau de scolarité élevé maîtrisent plus leurs droits en tant que femmes et subissent moins de violences physiques et/ou psychologiques. Ce qui leur confère alors un empowerment sociopolitique élevé.

Outre les facteurs associés à l'empowerment socioéconomique et l'empowerment sociopolitique des femmes, les résultats démontrent l'existence d'une corrélation faible entre les deux indices composites. En effet, plus l'empowerment sociopolitique est élevé, plus l'empowerment socioéconomique l'est aussi, et vice-versa. Les femmes qui disposent davantage de ressources économiques démontrent un plus haut niveau d'empowerment sociopolitique. Et les femmes qui disposent davantage de ressources politiques démontrent un plus haut niveau d'empowerment socioéconomique.

En réalité, les résultats de cette recherche montrent que l'empowerment des femmes est couronné par de nombreux déterminants. Toutefois, chaque localité, chaque commune et chaque région présentent des réalités spécifiques qui conditionnent probablement les éléments de mesure et d'explication de l'empowerment des femmes entrepreneures.

D'ailleurs, puisque la question liée à la pauvreté des femmes ne cesse d'animer les débats politiques télévisés, il est alors nécessaire de mettre en place des dispositifs d'encadrement et de financement des projets des femmes afin de maintenir et promouvoir leur empowerment socioéconomique et de renforcer surtout leur empowerment sociopolitique. Nécessaire est aussi de promouvoir la libération du potentiel des femmes ; ce qui peut leur offrir des avantages considérables en termes socioéconomiques. Il est aussi nécessaire de veiller au respect strict de l'égalité entre hommes et femmes quant à l'accès à l'emploi et au financement. Autant de mécanismes pratiques qui contribueraient à renforcer le pouvoir des femmes dans la perspective d'instaurer des rapports sociaux de genre plus équitables.

Pour finir, l'entrepreneuriat féminin alimente la parité même si cette relation n'a pas été étudiée dans la présente étude. Il faut alors admettre que notre recherche mérite d'être améliorée et reprise dans d'autres zones, tout en augmentant considérablement la taille de l'échantillon. Dès lors, les recherches futures apporteraient davantage de données généralisables et un tas d'informations spécifiques, probantes, valides et utiles à la problématique de l'entrepreneuriat et de l'empowerment des femmes au Sénégal. Ultimement,

il serait nécessaire d'analyser le phénomène de l'empowerment des femmes à l'échelle macro, en mettant en évidence les éléments persistants de mesure de l'empowerment des femmes, dans la perspective de promotion de l'entrepreneuriat féminin afin de faciliter l'accès à l'emploi des femmes et d'équilibrer les rapports sociaux de genre.

Références bibliographiques

- Bernard Nicolas, (2007). Femmes, précarité et mal-logement. [En ligne] URL : www.cairn.info (Consulté le 15 novembre 2022). pp. 5-36.
- Bouhadjeb Ahlem et Wassila Lachachi, (2022). « Les motivations et freins à l’entrepreneuriat féminin ». pp. 3-5.
- Camille Carrier, Julien Pierre André et Menvielle William, (2006). « Un grand critique sur l’entrepreneuriat féminin : une synthèse des études des 25 dernières années ». [En ligne], URL : www.researchgate.net (Consulté le 29 août 2022). p. 01
- Dacin Peter et Matear Margarit, (2010). « Entrepreneuriat social : pourquoi nous n’avons pas besoin d’une nouvelle théorie et comment nous allons de l’avant ». [En ligne] URL : www.researchgate.net (Consulté le 25 juillet 2022). pp. 37-57.
- D’Amour Aline et Yvon Gasse, (1982). « Profession : entrepreneur », édition transcontinentale. p. 315.
- Document Stratégique de Réduction de la pauvreté au Sénégal (2000). « De la dévaluation de 1994 à 2001-2002 ». [En ligne] URL : <https://www.dsrp.sn> (Consulté le 25 juillet 2022).
- Faye Fatou et N’guettia Marie (2021). « La pensée et l’avenir du mouvement féministe au Sénégal », in Rosa Luxembourg Stiftung. p.18.
- Fortin André (1992). « Sociétés contemporaines : Sociabilité, identités et vie associative », dans Persée n°11-12. p. 102.
- Gning Sadio Ba, (2019). « La religion une source pour l’entrepreneuriat féminin au Sénégal », dans *Sociologies pratiques*. pp. 133-144.
- Hirigoyen Marie-France, (2007). « Indépendance des femmes ». [En ligne] URL : www.cairn.info (Consulté le 31 octobre 2022). pp. 27-52.
- Rapport Plan Local de Développement –Ndiébène Gandiol [PLD-NG]. (2020-2024). 40p.
- Rapport Programme des Nations Unies pour le Développement [PNUD]. (2001). p. 35.

- Rapport Programme des Nations Unies pour le Développement [PNUD]. (2019). « Contribution des femmes Sénégalaises à la croissance économique ». p. 01.
- Kenny La voie, (1984). « Modèle des relations sociales ». 125p.
- Serge Murhula Cidurha, (2018). « Opportunités et contraintes de l’entrepreneuriat féminin ». [En ligne] URL : www.wiki.memoires.net (consulté le 10 juillet 2022).
- Majumdar Satyajit et Nia Choi, (2014). « Entrepreneuriat social comme concept essentiellement contestée ». [En ligne] URL : <https://econpapers.repec.org> (Consulté le 21 novembre 2022).
- Shumpeter Joseph, (1934). « Théorie de l’évolution économique : recherche sur le profit, le crédit et le cycle de la conjoncture », dans Les classiques des sciences sociales. p. 99.
- Mboup Malick, (2018). « Adaptation et résilience des systèmes socioéconomique du Gandiolais à la une de la brèche (Sénégal) », Institut de Géographie de Sorbonne Université à Paris. p. 11.
- Wane Abdoulaye, (2009). « L’entrepreneuriat féminin au Sénégal : obstacles et essais de solutions ». [En ligne] URL : www.memoireonline.com (Consulté le 22 août 2022).
- Ziguélé Martin, (2012). « Rôle des femmes dans le développement économique ». En ligne URL : www.jeanjaures.org.martinziguelé (Consulté le 10 juillet 2022).

Annexe : Questionnaire

Mes salutations!

Dans le cadre d'une étude, je mène une enquête sur l'entrepreneuriat féminin dans la commune de Gandiol. Ce sondage m'aidera à mieux connaître le principe de l'empowerment des femmes de Gandiol. Vos réponses seront confidentielles.

Je vous demande 15 à 20 minutes de votre temps.

Je vous remercie de votre collaboration!

Ramatoulaye Dabo,

Responsable de la recherche.

Identification sociologique

1. Quel est votre âge en années?

2. Quel est votre situation matrimoniale?

- ☐ 1. Mariée ☐ 2. Célibataire ☐ 3. Veuve ☐ 4. Divorcée

3. Combien d'enfants vivent dans votre famille?

Identification socioéconomique

4. Quel est le niveau de scolarité de votre conjoint?

- ☐ 1. Pas d'éducation formelle ☐ 2. Niveau primaire
☐ 3. Secondaire ☐ 4. Bac ou plus

5. Quel est votre niveau de scolarité?

- ☐ 1. Pas d'éducation formelle ☐ 2. Niveau primaire
☐ 3. Niveau secondaire ☐ 4. Bac ou plus

6. Quel est le revenu mensuel de votre conjoint, si applicable?

7. Quel est votre revenu mensuel personnel?

8. Quelle profession vous identifie-t-elle?

Activités liées à l'entrepreneuriat

9. Quel est votre statut d'entrepreneuse?

- ☐ 1. Chef d'entreprise ☐ 2. Présidente d'association
☐ 3. Membre d'association

Si autre Précisez;

10. Quel type d'entrepreneuriat faites-vous en terme d'activités?

- ☐ 1. Commerce
☐ 2. Transformation et vente de produits locaux
☐ 3. Maraîchage

Si autre précisez;

11. Quel est le statut de votre initiative entrepreneuriale?

- ☐ 1. Entreprise familiale ☐ 2. Entreprise personnelle
☐ 3. Communautaire

Si autre précisez

12. Depuis combien de temps en années exercez-vous dans l'entrepreneuriat?

13. Pouvez-vous nous dire les raisons de votre initiative?

14. Pouvez-vous nous dire le nombre de femmes impliquées dans l'initiative?

Ressources politiques et économiques

15. Avez-vous bénéficié d'une offre de formation en entrepreneuriat?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

16. Avez-vous bénéficié d'un stage en entrepreneuriat?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

17. Avez-vous accès à une structure d'appui ou de conseil en entrepreneuriat?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non ☐ 3. Si oui laquelle ou lesquelles?

Ressources économiques

18. Êtes-vous bénéficiaire d'un financement?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non ☐ 3. Si oui de quel structure?

19. Bénéficiez-vous d'une offre d'emploi?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

Autonomisation sociopolitique

20. Êtes-vous libre de mener vos activités sans contraintes de votre conjoint?

- ☐ 1. Tout à fait libre ☐ 2. Souvent libre
☐ 3. Pas du tout libre

21. Quel est le niveau de répartition des tâches ménagères?

22. Avez-vous subi des violences physiques ou psychologiques avant votre initiative?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

23. Si oui, ces violences ont-elles diminué depuis le début de votre initiative ou pas?

- ☐ 1. Oui diminution ☐ 2. Non pas de diminution

24. Maîtrisez-vous vos droits en tant que femme?

- ☐ 1. Pas du tout ☐ 2. Un peu ☐ 3. Bien

25. Quelle est votre part à la prise de décision dans votre ménage?

- ☐ 1. Faible ☐ 2. Moyenne ☐ 3. Elevée

26. Occupez-vous un poste politique?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

Si oui lequel

Autonomisation socioéconomique

27. Quel est votre salaire personnel?

28. Quelle différence il y a-t-il entre votre salaire et celui de votre conjoint?

29. Détenez-vous un patrimoine comme les biens et les actifs?

- ☐ 1. Oui ☐ 2. Non

30. Quelle est votre contribution financière dans le budget du ménage?

- ☐ 1. Mins de 10% ☐ 2. 10 à 40% ☐ 3. 50%
☐ 4. Plus de 50%

31. Quel est votre degré de satisfaction concernant l'accès aux services sociaux tels que la santé?

- ☐ 1. Très satisfaisant ☐ 2. Plutôt satisfaisant
☐ 3. Plutôt pas satisfaisant ☐ 4. Pas du tout satisfaisant

32. Quel est votre degré de satisfaction concernant l'accès aux services sociaux tels que le logement?

- ☐ 1. Très satisfaisant ☐ 2. Plutôt satisfaisant
☐ 3. Plutôt pas satisfaisant ☐ 4. Pas du tout satisfaisant

33. Quelle est votre contribution à l'éducation des enfants?

- ☐ 1. Faible ☐ 2. Moyenne ☐ 3. Elevée

34. Comment appréciez vous vos conditions de vie par rapport à celles des autres femmes?

- ☐ 1. Meilleures ☐ 2. Pas de différence ☐ 3. Pires

35. Quelle est votre appréciation de vos conditions de vie par rapport à celles des hommes de Gandiol?

- ☐ 1. Meilleures ☐ 2. Pas de différence ☐ 3. Pires

36. Pour finir, avez-vous des commentaires à ajouter?